



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 16 juillet 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 16th, 1955

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1955.

Québec, le 14 juin 1955.

40188-26-9-o L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1955.

Quebec, June 14th, 1955.

40188-26-9-o RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11400-55)

Allaire Drilling Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai, 1955, constituant en corporation: Théoval Allaire, Joseph Allaire, industriels, et Rita Lapointe Allaire, ménagère, épouse séparée de biens dudit Théoval Allaire, tous de Disraéli, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11400-55)

Allaire Drilling Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1955, incorporating: Théoval Allaire, Joseph Allaire, industrialists, and Rita Lapointe Allaire, housewife, wife separate as to property of the said Théoval Allaire, all of Disraéli, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

Faire le commerce dans le forage à diamants et la localisation de mines, sous le nom de "Allaire Drilling Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraéli, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12931-54)

Association Canadienne des Jardiniers d'Enfants

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Thérèse Léveillé, directrice d'école maternelle, de Montréal, Madeleine Pagnuelo, directrice d'école maternelle, de Westmount, et Jeannette Dalpé, directrice d'école maternelle d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir l'éducation pré-scolaire, sous le nom de "Association Canadienne des Jardinières d'Enfants".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11025-55)

Associés du Vieux Quai

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Arcand, chef inspecteur, Léopold Bibeau, Lorenzo Rousseau, Wilfrid Auger, tous trois commis, Jean Victor Vallée, chef mécanicien, Roméo Longpré, boucher, Léonard Pouliot, camionneur, et Gérard Rousseau, concierge, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Distraire ses membres par la pratique des sports, sous le nom de "Associés du Vieux Quai".

Le montant auquel sont limités les biens meubles et immeubles que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11193-55)

Boudreau & Ross Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1955, constituant en corporation: Alfred-Henri Boudreau, industriel, H.

To carry on the business of and deal in diamond drilling and in the localization of mines, under the name of "Allaire Drilling Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Disraéli, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 12931-54)

Association Canadienne des Jardiniers d'Enfants

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Thérèse Léveillé, directrice of the Maternal School, of Montreal, Madeleine Pagnuelo, directrice of the Maternal School, of Westmount, and Jeannette Dalpé, directrice of the Maternal School, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote pre-school education under the name of "Association Canadienne des Jardinières d'Enfants".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11025-55)

Associés du Vieux Quai

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Piere Arcand, chief inspector, Léopold Bibeau, Lorenzo Rousseau, Wilfrid Auger, all three clerks, Jean Victor Vallée, chief mechanic, Roméo Longpré, butcher, Léonard Pouliot, trucker, and Gérard Rousseau, janitor, all of Sherbrooke, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To divert its members by means of sports, under the name of "Associés du Vieux Quai".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke judicial district of Saint Francis

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11193-55)

Boudreau & Ross Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May 1955, incorporating: Alfred Henri Boudreau, industrial, H. Aubin Dussault, ad-

Aubin Dussault, avocat, et Claudette Thibault, sténographe, célibataire, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Boudreau & Ross Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 39, Avenue du Sanatorium, Mont-Joli, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11184-55)

C. D. Racine Ltd., Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mai 1955, constituant en corporation: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, avocats, de Westmount et David Goodman, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois dans toutes ses spécialités et ceux d'entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "C.D. Racine Ltd., Ltée", avec un capital total de \$1,000 divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11303-55)

Champlain Slippers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1955, constituant en corporation: L.-E.-Langis Galipeault, c.r., avocat, François Veilleux, avocat, Antonio Leclerc, auditeur public accrédité, et Jeanne Déchéne, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de pantouffles, souliers, bottes et chaussures, sous le nom de "Champlain Slippers Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 9,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Émile, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 11289-55)

C. H. Désautels Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1955, constituant en corporation: Charles-Henri Desautels, voyageur de commerce, Jacqueline Choquette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Charles-

vocate, and Claudette Thibault, stenographer, spinster, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "Boudreau & Ross Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 39 Sanatorium Avenue, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11184-55)

C. D. Racine Ltd., Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1955, incorporating: Philip Vineberg, Neil F. Phillips, advocates, of Westmount, and David Goodman, advocate, of Hampstead, all of the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering in all its branches; to carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "C. D. Racine Ltd., Ltée", with a total capital stock of \$1,000 divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11303-55)

Champlain Slippers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May 1955, incorporating: L. E. Langis Galipeault, Q.C., advocate, François Veilleux, advocate, Antonio Leclerc, accredited public auditor, and Jeanne Déchéne, stenographer, fille majeure, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in slippers, shoes, high boots and footwear, under the name of "Champlain Slippers Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 9,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Saint Emile, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11289-55)

C. H. Désautels Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May 1955, incorporating: Charles Henri Desautels, commercial traveller, Jacqueline Choquette, housewife, wife contractually separate as to property of the said Charles Henri Desautels,

Henri Desautels, et Bernard St-Germain, marchand, tous des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de "C. H. Desautels Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 11189-55)

Clément & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1955, constituant en corporation: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, comptables, et David Bellumeur, c.a., tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Clément & Frère Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Louiseville, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 11407-55)

**Contre-Plaques Ste-Marie Inc.
Ste-Marie Plywoods Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1955, constituant en corporation: Reina Sauriol Ste-Marie, veuve de J. Ulysse Ste-Marie, Guy Ste-Marie, Paul Ste-Marie, industriels, et Paulette Ste-Marie, fille majeure, tous de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Contre-Plaques Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Plywoods Inc.", avec un capital divisé en 990 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera au Centre Industriel N° 5, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10916-55)

Coulombe & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Emmanuel Coulombe, marchand, Blanche Mongeau, ménagère, épouse commune en biens dudit

and Bernard St-Germain, merchant, all of the city and judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To deal in wearing apparel for children and youths, under the name of "C. H. Desautels Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of \$100 each and 100 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11189-55)

Clément & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1955, incorporating: Jacques Charette, Pierre Beaudoin, accountants, and David Bellumeur, C.A., both of the city and judicial district of Trois-Rivières.

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Clement & Frère Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11407-55)

**Contre-Plaques Ste-Marie Inc.
Ste-Marie Plywoods Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May 1955, incorporating: Reina Sauriol Ste-Marie, widow of J. Ulysse Ste-Marie, Guy Ste-Marie, Paul Ste-Marie, industrialists, and Paulette Ste-Marie, fille majeure, all of Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the lumber business and the products thereof, under the name of "Contre-Plaques Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Plywoods Inc." with a capital stock divided into 990 shares without nominal value.

The head office of the company will be at Industrial Centre No. 5, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 10916-55)

Coulombe & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1955, incorporating: Emmanuel Coulombe, marchand, Blanche Mongeau, housewife, wife common as to property of the said

Emmanuel Coulombe et dûment autorisé par lui, aux fins des présentes, et Guy Coulombe, comptable, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des huiles et combustibles, sous le nom de "Coulombe & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10943-55)

Damar Products of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de la ville de Hampstead, Neil Phillips, avocat de Westmount et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'accessoires domestiques, articles de maison, ustensiles de cuisine et articles vestimentaires, sous le nom de "Damar Products of Canada Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11409-55)

Drainage Ste-Marie Inc.— Ste-Marie Drainage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1955, constituant en corporation: Reina Sauriol Ste-Marie, veuve de J. Ulysse Ste-Marie, André Ste-Marie, Jacques Ste-Marie, industriels, et Léonne Ste-Marie-Leroux, épouse séparée de biens de Armand Leroux, tous de Beauport, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Drainage Ste-Marie Inc.— Ste-Marie Drainage Inc.", avec un capital divisé en 990 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera Centre Industriel N° 5, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11438-55)

Eastlin Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1955, constituant en corporation: Paul De Sève, administrateur, Theresa Franks, secrétaire, tous deux de Mout-

Emmanuel Coulombe and duly authorized by him for these presents, and Guy Coulombe, accountant, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in oils and fuels, under the name of "Coulombe & Fils Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 10943-55)

Damar Products of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of the Town of Hampstead, Neil Phillips, advocate, of Westmount, and Yvonne Belanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in household appliances, house wares, kitchen utensils and wearing apparel, under the name of "Damar Products of Canada Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11409-55)

Drainage Ste-Marie Inc.— Ste-Marie Drainage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May 1955, incorporating: Reina Sauriol Ste-Marie, widow of J. Ulysse Ste-Marie, André Ste-Marie, Jacques Ste-Marie, industrialist, and Léonne Ste-Marie Leroux, wife separate as to property of Armand Leroux, all of Beauport, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Drainage Ste-Marie Inc.— Ste-Marie Drainage Inc.", with a capital stock divided into 990 shares without nominal value.

The head office of the company will be at Industrial Centre No. 5, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

A.G. 11438-55)

Eastlin Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1955, incorporating: Paul De Sève, executive, Theresa Franks, secretary, both of Montreal, and Stuart H. Ayres, execu-

réal et Stuart H. Ayres, administrateur, de Pointe-Claire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts en iceux; ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Eastlin Corporation", avec un capital total de \$25,000 divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11374-55)

Édifice Lafleur Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1955, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, avocats, de Westmount et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme bailleurs et administrateurs d'immeubles, sous le nom de "Édifice Lafleur Ltée", avec un capital total de \$100,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 90,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11336-55)

Fenêtre Kaufmann Window Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Grenier, industriel, Evelyne Garneau, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de Neuville, et Samuel Bard, avocat, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fenêtres, portes, châssis et en général de tout ce qui fait partie d'un immeuble, sous le nom de "Fenêtre Kaufmann Window Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions communes de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 885, rue St-Joseph, Est, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11356-55)

General Tile & Terrazzo Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mai 1955, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Daniel Morris,

of Pointe Claire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein; to erect buildings and to deal in building materials, under the name of "Eastlin Corporation", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11374-55)

Édifice Lafleur Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Philip Fischel Vineberg, Neil Franklin Phillips, advocates, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as real estate lessors and administrators, under the name of "Édifice Lafleur Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 90,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11336-55)

Fenêtre Kaufmann Window Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Jean-Paul Grenier, industrialist, Evelyne Garneau, secretary, spinster in use of her rights, both of Neuville, and Samuel Bard, advocate of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in windows, doors, sashes and to deal generally in anything pertaining to a building, under the name of "Fenêtre Kaufmann window Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 885 St-Joseph St., East, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11356-55)

General Tile & Terrazzo Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1955, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, advocate and Queen's Counsel, Daniel Morris, advocate, both of Montreal, and

avocat, tous deux de Montréal et Samuel Léon Mendelsohn, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "General Tile & Terrazzo Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11325-55)

Hotel Dorchester Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1955, constituant en corporation: Sol Sidnay Fels, Bernard Gardner et David L. Cabana, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Hotel Dorchester Inc.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11651-55)

Hôtel National (Rouyn) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1955, constituant en corporation: Normand Grimard, Gérald Ryan, avocats, de Noranda, et Denise Corriveau, secrétaire, fille majeure, de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, sous le nom de "Hôtel National (Rouyn) Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-0 C. E. CANTIN.

(P.G. 11264-55)

Isolation de Québec Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, avocats et conseils en loi de la Reine, de Québec, et Julien Chouinard, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Samuel Leon Mendelsohn, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "General Tile & Terrazzo Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 11325-55)

Hotel Dorchester Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Sol Sidney Fels, Bernard Gardner and David L. Cabana, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, under the name of "Hotel Dorchester Inc.", with a total stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-0 Deputy Attorney General.

(A.G. 11651-55)

Hôtel National (Rouyn) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the June thirteenth, 1955, incorporating: Normand Grimard, Gérald Ryan, advocates, of Noranda, and Denise Corriveau, secretary, spinster, of Rouyn, all of the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keeper, under the name of "Hôtel National (Rouyn) Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11264-55)

Isolation de Québec Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, advocates and Queen's Counsel of Quebec, and Julien Chouinard, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Agir comme entrepreneurs généraux sous le nom de "Isolation de Québec Limitée", avec un capital total de \$2,000, divisé en 20 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 604, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11276-55)

J. A. Houle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: J. Adéland Houle, Bruno Pellerin, marchands, de Shawinigan-Falls, Lionel Pellerin, marchand, Rolande Lacroix, sténographe, fille majeure, et Roger Deshaies, avocat, de Grand'Mère, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, articles de verre, porcelaine, plastique, accessoires de cuisine et autres articles d'utilité domestique, sous le nom de "J. A. Houle Ltée", avec un capital total de \$150,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11319-55)

Jean-Talon Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1955, constituant en corporation: Lucien Brais, comptable, Joseph-Paul-Léon Rivard, courtier d'assurance, et Warry Ward, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter dans toutes ses spécialités le commerce de ventes et services d'automobiles, sous le nom de "Jean-Talon Automobile Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 10761-55)

La Chambre de Commerce de Terrebonne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Louis-Philippe De Serres, vendeur, Jean-Paul Legris, comptable, et Fer-

To operate as general contractors under the name of "Isolation de Québec Limitée", with a total capital stock of \$2,000, divided into 20 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at 604 St-John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11276-55)

J. A. Houle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1955, incorporating: J. Adéland Houle, Bruno Pellerin, merchants, of Shawinigan Falls, Lionel Pellerin, merchant, Rolande Lacroix, stenographer, fille majeure, and Roger Deshaies, advocate, of Grand'Mère, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, glass-ware, china-ware, plastics, kitchen appliances and other objects of a domestic utility, under the name of "J. A. Houle Ltée", with a total capital stock of \$150,000, divided into 1,000 common shares \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11319-55)

Jean-Talon Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1955, incorporating: Lucien Brais, accountant, Joseph-Paul-Léon Rivard, insurance broker and Warry Ward, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business selling automobiles and dealing in services pertaining thereto under the name of "Jean-Talon Automobiles Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10761-55)

La Chambre de Commerce de Terrebonne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Louis-Phillippe De Serres, salesman, Jean-Paul Legris, accountant,

and Fernand Champagne, purchaser, all of Terrebonne, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To work for the economical, civic and social welfare of the town of Terrebonne and for the development of its resources, under the name of "La Chambre de Commerce de Terrebonne".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Civic Center, St-Peter Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40252-o

(P.G. 11549-55)

La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Dupuis, journalist, Omer Boivin, contractor and Louis Charles Labissonnière, professor, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Maintain, develop and promote a commercial, social and cultural relationship between the members of the corporation as well as good fellowship among the citizens of Cap-de-la-Madeleine, under the name of "La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40252-o

(P.G. 11153-55)

Lafrenière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Adrienne Lafrenière, Claire Laurin and Gisèle Lauzon, stenographers, spinsters, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in oil burners and other apparatus of the same kind, under the name of "Lafrenière Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2722 Rosemount Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40252-o

and Fernand Champagne, purchaser, all of Terrebonne, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To work for the economical, civic and social welfare of the town of Terrebonne and for the development of its resources, under the name of "La Chambre de Commerce de Terrebonne".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Civic Center, St-Peter Street, Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40252

(A.G. 11549-55)

La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Dupuis, journalist, Omer Boivin, contractor and Louis Charles Labissonnière, professor, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

Maintain, develop and promote a commercial, social and cultural relationship between the members of the corporation as well as good fellowship among the citizens of Cap-de-la-Madeleine, under the name of "La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40252

(A.G. 11153-55)

Lafrenière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Adrienne Lafrenière, Claire Laurin and Gisèle Lauzon, stenographers, spinsters, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in oil burners and other apparatus of the same kind, under the name of "Lafrenière Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2722 Rosemount Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40252

(P.G. 11353-55)

La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1955, constituant en corporation: Moses Feigenbaum, avocat, Louis Gerald Ptack et David Ptack manufacturiers, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chapeaux pour dames, granitures, boutons, dentelles, textile et produits d'icelui, sous le nom de "La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(A.G. 11353-55)

La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Moses Feignebaum, advocate, Louis Gerald Ptack and David Ptack, manufacturers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in ladies' hats, trimmings, buttons, laces, textiles and textile products, under the name of "La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11377-55)

Laphkas Bowling Academy Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1955, constituant en corporation: Constantine Laphkas, étudiant Demetrius Laphkas et Georges Laphkas, commis, tous de ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une salle de jeu de quilles et de billards, sous le nom de "Laphkas Bowling Academy Ltd.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 57 ouest, rue St-Jacques, chambre 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(A.G. 11377-55)

Laphkas Bowling Academy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1955, incorporating: Constantine Laphkas, student, Demetrius Laphkas and Georges Laphkas, clerks, all of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a bowling academy and pool room business in all its branches, under the name of "Laphkas Bowling Academy Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 57 St. James St. West, Room 401, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11307-55)

LaSalle Heights Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1955, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Anna Mikula et Esther Monson, secrétaire, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de logements à dividende limitée, sous le nom de "LaSalle Heights Inc.", avec un capital total de \$500,000 divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(A.G. 11307-55)

LaSalle Heights Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1955, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Anna Mikula and Esther Monson, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a limited dividend housing company, under the name of "LaSalle Heights Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11713-55)

Le Club Boréal Saguenay, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11713-55)

Le Club Boréal Saguenay, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1955, constituant en corporation: Claude Aubin, avocat, Robert Larouche, marchand, J.-Uldéric Bergeron, électricien, et Jean-Paul Cloutier, commis, tous d'Arvida, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de présentation de spectacles sportifs, musicaux et théâtraux, sous le nom de "Le Club Boréal Saguenay, Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11285-55)

Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1955, constituant en corporation: Raymond DeRosa, courtier en immeubles, Jean-Charles Cantin, avocat, et Thérèse Ringuet, célibataire, fille majeure, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts en iceux: ériger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée", avec un capital-actions divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11331-55)

Les Immeubles Bertri Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1955, constituant en corporation: Berthold Brisebois, publiciste, de Ville Saint-Laurent, Henri Rodrigue, notaire, et Tonico Calandrini, commis, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Bertri Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 689, Blvd Gouin, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 11337-55)

**Madison Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1955, incorporating: Claude Aubin, advocate, Robert Larouche, merchant, J. Uldéric Bergeron, electrician, and Jean Paul Cloutier, clerk all of Arvida, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of athletic, musical and theatrical entertainment, under the name of "Le Club Boréal, Saguenay, Inc.", with a total capital of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11285-55)

Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1955, incorporating: Raymond DeRosa, real estate broker, Jean-Charles Cantin, advocate, and Thérèse Ringuet, single, of full age, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire lands or interest therein; to erect buildings and to deal in building materials, under the name of "Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée", with a capital stock divided into 400 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11331-55)

Les Immeubles Bertri Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May 1955, incorporating: Berthold Brisebois, publiciste, of the Town of Saint Laurent, Henri Rodrigue, notary, and Tonico Calandrini, clerk, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Bertri Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 689 Gouin Boulevard, East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11337-55)

**Madison Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act,

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mai 1955, constituant en corporation: John E. Gauld, administrateur de mine, Lily Ship, secrétaire, fille majeure et Samuel J. Smiley, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Madison Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

(P.G. 11203-55)

Maison Fred Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mai 1955, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avocat, Anna Mikula, Esther Monson et Micheline Bertrand, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, bijouterie, accessoires de maison, fournitures, dispositifs, marchandises électriques et effets domestiques, sous le nom de "Maison Fred Inc.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

(P.G. 11313-55)

Maison Irene Shops Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1955, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Murray Lapin, avocat, de Hampstead et Morris Weiner, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements et chaussures, sous le nom de "Maison Irene Shops Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1309 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: John E. Gauld, mine executive, Lily Ship, secretary, spinster of the full age of majority, and Samuel J. Smiley, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Madison Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11203-55)

Maison Fred Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Anna Mikula, Esther Monson, and Micheline Bertrand, secretaries, filles majeures usant de leurs droits, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, jewellery, household equipment, furniture, appliances, electrical goods and household effects under the name of "Maison Fred Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11313-55)

Maison Irene Shops Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1955, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Murray Lapin, advocate, of Hampstead, and Morris Weiner, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and shoes, under the name of "Maison Irene Shops Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1309 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11273-55)

Maplewood Inn, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mai 1955, constituant en corporation: Charles William Leslie, Daniel Doheny et David MacKenzie, avocat, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, sous le nom de "Maplewood Inn, Ltd.", avec un capital total de \$100,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arundel, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(A.G. 11273-55)

Maplewood Inn, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1955, incorporating: Charles William Leslie, Daniel Doheny and David MacKenzie, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, under the name of "Maplewood Inn, Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Arundel, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11335-55)

Millwork & Lumber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1955, constituant en corporation: Jean Marinier, marchand de bois, Lucille Cardinal Marinier, ménagère, épouse dudit Jean Marinier et d'import autorisée par lui aux fins des présentes, de Montréal, et Alfred St-Yves, vendeur, de Pont-Viau, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du bois, sous le nom de "Millwork & Lumber Company Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2a, rue St-Antoine, Saint-Martin, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11335-55)

Millwork & Lumber Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Jean Marinier, wood merchant, Lucille Cardinal Marinier, housewife, wife of the said Jean Marinier and duly authorized by him for these present purposes, of Montreal, and Alfred St-Yves, salesman, of Pont-Viau, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business under the name of "Millwork & Lumber Company Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2a, St-Antoine St., Saint-Martin, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(P.G. 11310-55)

Morier Construction Ltée, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Jacques Morier, entrepreneur, Daniel Morier, industriel et Fabien Lussier, ingénieur, tous de Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Morier Construction Ltée, Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean-Baptiste, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11310-55)

Morier Construction Ltée, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Jacques Morier, contractor, Daniel Morier, industrialist, and Fabien Lussier, engineer, all of Saint-Jean-Baptiste, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Morier Construction Ltée, Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jean-Baptiste, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(P.G. 11204-55)

Nova Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 11204-55)

Nova Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the four-

du quatorze mai 1955, constituant en corporation: Jacques Lefebvre, Gilbert Perras, tous deux vendeurs, des cité et district judiciaire de Montréal, et Rolande Cantin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Henri Chapleau, de L'Épiphanie, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tissus, sous le nom de "Nova Agencies Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11236-55)

Novelty & Party Goods Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1955, constituant en corporation: René Salette, Paul-Émile Lefebvre, industriels, Marcelle Leborgne, épouse dudit René Salette, Maria Laroche, épouse dudit Paul-Émile Lefebvre, ces deux dernières ménagères et contractuellement séparées de biens de leurs époux et dûment autorisées par eux aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'articles de nouveautés, sous le nom de "Novelty & Party Goods Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1415, rue Bélanger, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11183-55)

Omer Laurin & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mai 1955, constituant en corporation: Guy LaGarde, agent d'assurances, J.-Albert Landry, comptable, et DesNeiges Lallement, tous de Lachute, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Omer Laurin & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(P.G. 11091-55)

Payette & Payette Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

teenth day of May 1955, incorporating: Jacques Lefebvre, Gilbert Perras, both salesmen, of the city and judicial district of Montreal, and Rolande Cantin, housewife, wife contractually separate as to property of Henri Chapleau, of L'Épiphanie, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in fabrics; under the name of "Nova Agencies Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11236-55)

Novelty & Party Goods Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May 1955, incorporating: René Salette, Paul Émile Lefebvre, industrialists, Marcelle Leborgne, wife of the said René Salette, Marie Laroche, wife of the said Paul Émile Lefebvre, the two latter, housewives, and contractually separate as to property from their husbands and duly authorized by them for the purposes herein, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in novelties, under the name of "Novelty & Party Goods Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1415 Bélanger Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11183-55)

Omer Laurin & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1955, incorporating: Guy Lagarde, insurance agent, J. Albert Landry, accountant, and DesNeiges Lallement, all of Lachute, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on a business of general contractors under the name of "Omer Laurin & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of par value of \$100 each and into 200 preference shares of par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachute, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11091-55)

Payette & Payette Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1955, constituant en corporation: Georges H. Payette, Jacques Payette, imprimeurs et Hélène Payette, comptable, fille majeure usant de ses droits, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Payette & Payette Incorporée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11344-55)

Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mai 1955, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats, de ville Mont-Royal et John Ciaccia, étudiant, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou intérêts en iceux; faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8990 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(P.G. 11410-55)

Polytechnos Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1955, constituant en corporation: Jean Miquelon, avocat et conseil en Loi de la Reine, Charles Edward Gibson, agent, et Yvette Picard, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, sous le nom de "Polytechnos Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 195 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 370, rue Rachel, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11579-55)

Quebec Wood Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

ince of Quebec, bearing date seventeenth day of May, 1955, incorporating: Georges H. Payette, Jacques Payette, printers and Hélène Payette, accountant, spinster in use of her rights, all of Saint-John, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To operate and carry on business as printers and editors under the name of "Payette & Payette Incorporée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-John, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11344-55)

Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, advocates, of the town of Mount Royal, and John Ciaccia, student, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein; to deal in real estate, under the name of "Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8990 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(A.G. 11410-55)

Polytechnos Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1955, incorporating: Jean Miquelon, advocate and Queen's Counsel, Charles Edward Gibson, agent, and Yvette Picard secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, under the name of "Polytechnos Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$1 each and into 195 preference shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 370 Rachel Street-East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(A.G. 11579-55)

Quebec Wood Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de juin, 1955, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, et Helen Hague, gérant de bureau, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Quebec Wood Industries Ltd.", avec un capital total de \$1,500,000 divisé en 1,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de juin 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40252

(P.G. 11405-55)

Recollet Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai 1955, constituant en corporation: Donald Kujan, étudiant, Leona Green, teneuse de livres, fille majeure et Michael Ettinger, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Recollet Development Inc.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-cinquième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

40252

(P.G. 11262-55)

Service Central des Achats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1955, constituant en corporation: Paul-André Fournier, L. Ped., professeur, de Sainte-Foy, Albert Guay, comptable, de Québec, Lionel Lafrance, B.S.A., employé civil, de Château-d'Eeau, tous du district judiciaire de Québec, André Breton, marchand général, de Saint-Jean-de-la-Lande, district judiciaire de Beauce, et Auguste Scott, M.S.A., professeur de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fournitures et accessoires d'écoles et de bureaux, sous le nom de "Service Central des Achats Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

40252-o

ince of Quebec, bearing date the eighth day of June, 1955, incorporating: Kenneth Albert Wilson, advocate and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, and Helen Hague, office manager, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, under the name of "Quebec Wood Industries Ltd.", with a total capital stock of \$1,500,000, divided into 1,000,000 common shares of the par value of \$1 each and into 100,000 preferred shares of the par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40252-o

(A.G. 11405-55)

Recollet Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1955, incorporating: Donald Kujan, student, Leona Green, bookkeeper, spinster, and Michael Ettinger, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Recollet Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares having a par value of \$100 each and into 300 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

40252-o

(A.G. 11262-55)

Service Central des Achats Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1955, incorporating: Paul-André Fournier, L. Ped., professor, of Sainte-Roy, Albert Guay, accountant, of Québec, Lionel Lafrance, B.S.A., civil employée of Château d'Eau, all of the judicial district of Quebec, André Breton, general merchant, of Saint-Jean-de-la-Lande, judicial district of Beauce, and Auguste Scott, M.S.A., professeur, of Sainte-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To manufacture and deal in supplies and accessories for schools and offices, under the name of "Service Central des Achats Inc.", with a total capital stock, of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

40252

(P.G. 11136-55)

Service Social de Portneuf

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Désiré Chabot, prêtre curé, de Saint-Ubalde, Jean-Baptiste Tremblay, prêtre, curé, de Donnacona, Paul Sylvain Tessier, chirurgien-dentiste, de Saint-Casimir, et Andréa St-Pierre, agronome, de Deschambault, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Offrir aux individus et aux familles aux prises avec des problèmes d'adaptation sociale, des services professionnels d'assistance et de traitement, sous le nom de "Service Social de Portneuf".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Donnacona, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11136-55)

Service Social de Portneuf

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Désiré Chabot, priest, pastor, of Saint-Ubalde, Jean-Baptiste Tremblay, priest, pastor of Donnacona, Paul-Sylvain Tessier, surgeon-dentist of Saint-Casimir, and Andrea St-Pierre, agronomist, of Deschambault, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To offer individuals and families who have social adaptation problems, the services of professional assistance and treatment under the name of "Service Social de Portneuf".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Donnacona, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252 Deputy Attorney General.

(P.G. 11305-55)

Shaeter Woollens Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mai 1955, constituant en corporation: David Goodman, avocat, de Hampstead, Neil Phillips, avocat, de Westmount, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus et produits de tissus, sous le nom de "Shaeter Woollens Inc.", avec un capital total de \$200,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,900 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

(A.G. 11305-55)

Shaeter Woollens Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1955, incorporating: David Goodman, advocate, of Hampstead, Neil Phillips, advocate, of Westmount, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in fabrics and fabrics products, under the name of "Shaeter Woollens Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 1,900 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11267-55)

**Simi Électrique Compagnie Limitée
Simi Electric Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Marcel-G. Robitaille, avocat, Andrée Bourdon, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, et Marin Dion, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et d'accessoires électriques, sous le nom de "Simi Électrique Compagnie Limitée — Simi Electric Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(A.G. 11267-55)

**Simi Électrique Compagnie Limitée
Simi Electric Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May 1955, incorporating: Marcel G. Robitaille, advocate, Andrée Bourdon, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Maria Dion, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical apparatus and appliances, under the name of "Simi Électrique Compagnie Limitée — Simi Electric Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11408-55)

**Studios de Danse de Québec Ltée
Quebec Dance Studios Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de mai 1955, constituant en corporation: Maurice Gagné, C.R., Cécile McGee, comptable, tous deux de Québec, Julien Chouinard, avocat, et Éliette Dionne, secrétaire, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des écoles et studios de danse, sous le nom de "Studios de Danse de Québec Ltée — Quebec Dance Studios Ltd.", avec un capital-actions divisé en 400 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général,
40252 C. E. CANTIN.

(A.G. 11408-55)

**Studios de Danse de Québec Ltée
Quebec Dance Studios Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of May, 1955, incorporating: Maurice Gagné, Q.C., Cécile McGee, accountant, both of Quebec, Julien Chouinard, advocate, and Éliette Dionne, secretary, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To own and operate dancing schools and studios, under the name of "Studios de Danse de Québec Ltée — Quebec Dance Studios Ltd.", with a capital stock divided into 400 shares without nominal or par value.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of May, 1955.

C. E. CANTIN,
40252-o Deputy Attorney General.

(P.G. 11259-55)

Trend Agencies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mai 1955, constituant en corporation: Hilda Hooper, secrétaire, Guy Laferté, notaire, tous deux de Montréal, et Wm. Johnston, notaire, de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, le commerce de courtiers d'assurances, sous le nom de "Trend Agencies Limited", avec un capital total de \$10,000 divisé en 1,000 actions d'une valeur nominale ou au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

(A.G. 11259-55)

Trend Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1955, incorporating: Hilda Hooper, secretary, spinster, Guy Laferté, notary, both of Montreal, and Wm. Johnston, notary, of Lachine, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of Insurance brokers, under the name of "Trend Agencies Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares with a nominal or par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Assistant Deputy Attorney General.

(P.G. 11235-55)

Vélodrome Métropolitain, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1955, constituant en corporation: Marc Lacoste, c.r., avocat d'Outremont, Georges Brodeur, vendeur, et Florent Jodoin, menuisier, des deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des pistes, enceintes, bâtisses, stades pour le sport en général, sous le nom de "Vélodrome Métropolitain Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252-o P. FRENETTE.

(A.G. 11235-55)

Vélodrome Métropolitain, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1955, incorporating: Marc Lacoste, Q.C., advocate, of Outremont, Georges Brodeur, salesman, and Florent Jodoin, carpenter, the two latter of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate race-tracks, rings, buildings, stadiums for sports generally, under the name of "Vélodrome Métropolitain, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of Montreal, 1955.

P. FRENETTE,
40252 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11339-55)

Versailles Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize mai 1955, constituant en corporation: Jean Jobin, gérant, Max Seigler, Berthold Siverman, courtiers d'assurances, et Roger Beaulieu, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Versailles Investments Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 950 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1955.

L'Assistant-procureur général suppléant,
40252 P. FRENETTE.

(A.G. 11339-55)

Versailles Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1955, incorporating: Jean Jobin manager, Max Seigler, Berthold Siverman, insurance brokers, and Roger Beaulieu, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Versailles Investments Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and 950 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1955.

P. FRENETTE,
40252-o Acting Deputy Attorney General.

**Action en séparation de corps
et de biens**

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, N° 79-545. Dame Bernadette Champagne, épouse de Rodolphe Bureau, domiciliée à 20, rue Garneau, Québec, dûment autorisée à rester en justice, demanderesse, vs ledit Rodolphe Bureau, défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le 29e jour de juin 1955.

Québec, le 11 juillet 1955.

Les Procureurs de la demanderesse,
LAPOINTE, DESRIVIÈRES & BÉRUBÉ,
40272-o

**Action for Separation as to Bed
and Board and Property**

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 79-545. Dame Bernadette Champagne, wife of Rodolphe Bureau, domiciled at 20, Garneau Street, Quebec, duly authorized to appear in court, plaintiff, vs the said Rodolphe Bureau, defendant.

An action for separation of bed and board has been instituted in this case on June 29, 1955.

Quebec, July 11, 1955.

LAPOINTE, DESRIVIÈRES & BÉRUBÉ,
Attorneys for the Defendant.
40272

Arrêtés en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

—
Numéro 727

—
Québec, le 6 juillet 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

—
Section "D"

—
CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal.

—
IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—
QUE le droit de prélèvement du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 627-G du 17 juin 1954, soit prolongé jusqu'au 1er septembre 1955, aux mêmes taux et conditions.

L. DÉSILETS,
40267-o Greffier du Conseil Exécutif.

Orders in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Number 727

—
Quebec, July 6, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—
Part "D"

—
CONCERNING an extension of the right to levy of the Building Trades and Joint Committee of Montreal.

—
IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

—
THAT the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by a by-law approved by Order in Council number 627-G of June 17th, 1954, be extended until September 1st 1955, with the same rate and conditions.

L. DÉSILETS,
40267-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 727

Québec, le 6 juillet 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de carton de la province de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, des modifications au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, amendé par les arrêtés en conseil numéros 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G et 1784-A des 4 et 30 mars, 27 mai, 30 juin, 29 septembre, 23 et 29 décembre 1948, 883-C du 11 août 1949, 108-B du 25 janvier 1950, 120-A du 1er février 1951, 71-A, 412-F et 888-B des 31 janvier, 17 avril et 28 août 1952, 80-B et 101-E des 21 et 29 janvier 1953, 101-B du 10 février 1954, 25-A et 101-A des 5 et 26 janvier 1955 relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mai 1955;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1884, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes "b" et "c" de l'article I, sont biffés et remplacés par le suivant:

"b) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret régit et gouverne tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par ce décret.

Le travail visé par ce décret comprend celui de toute personne exécutant quelque une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en parties ou finies avec papier, fibre, bois, ou carton et de toute autres boîtes à base de pulpe ou papier non gaufré, sans égard à la couverture extérieure, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaires ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans la juridiction professionnelle de ce décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré."

2° Les opérations suivantes sont ajoutées aux paragraphes "a" et "d" de l'article III:

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 727

Quebec, July 6, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec has petitioned the Minister of Labour to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 1884 of November 12th, 1947, as amended by Orders in Council Nos. 277-B, 422-A, 748-D, 971-C, 1288-E, 1763-G and 1784-A, of March 4th and 30th, May 27th, June 30th, September 29th, December 23rd and 29th, 1948, 883-C of August 11th, 1949, 108-B of January 25th, 1950, 120-A of February 1st 1951, 71-A, 412-F and 888-B of January 31st, April 17th and August 28th, 1952, 80-B and 101-E of January 21st and 29th, 1953, 101-B of February 10th, 1954, 25-A and 101-A of January 5th and 26th, 1955, relating to the paper box industry in the province of Québec;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 7, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 1884, be amended as follows:

1. Subsections "b" and "c" of section I are deleted and replaced by the following:

"b) *Professional jurisdiction*: The present decree governs and rules any work of the same nature or kind as that contemplated by this decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with paper, fibre wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material, regardless of exterior covering, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise, and whether the said boxes are manufactured for the purpose of sale to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional jurisdiction of this decree.

However, the present decree does not apply to manufacturing of corrugated paper boxes."

2. The following operations are added to section III, subsections "a" and "d":

		Zone	
		I	II
<i>"a) Salariées, (Femmes) — (Female) employees:</i>			
Département des boîtes rigides — Set-up Box Department:			
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		\$0.75	\$0.71
Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, Auto Box assembling or forming machine.....		0.71	0.67
Département des boîtes pliantes — Folding Box Department:			
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		0.75	0.71
Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming machine.....		0.71	0.67"
<i>"d) Salariés, (Hommes) — (Male) employees:</i>			
Département des boîtes rigides — Set-up Box Department:			
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		1.12	1.06
Préposé à la mise en train, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto box assembling or forming machine make-ready man.....		1.30	1.23
Fileur, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming machine.....		1.00	0.95
Département des boîtes pliantes — Folding Box Department:			
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator.....		1.12	1.06
Préposé à la mise en train machine auto, à assembler ou former les boîtes — Auto box assembling or forming machine make ready-man.....		1.30	1.23
Fileur, machine à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto box assembling or forming box machine.....		1.00	0.95"

(Document "E" annexé à l'arrêté)
L. DÉSILETS,
40267-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "E" annexed to the order)
L. DÉSILETS,
40267-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Numéro 727

—
Number 727

Québec, le 6 juillet 1955.

Québec, July 6, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "F"

Part "F"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

CONCERNING an extension of the decree relating to the construction industry and trades in the region of Montreal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

QUE le décret numéro 1021 du 10 septembre 1953 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit prolongé jusqu'au 1er septembre 1955.

THAT the decree No. 1021 of September 10th, 1953, and amendments, relating to the construction industry and trades in the region of Montreal, be extended until September 1st, 1955.

(Document "F" annexé à l'arrêté)
L. DÉSILETS,
40267-o Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "F" annexed to the order)
L. DÉSILETS,
40267-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—
Numéro 728

—
Number 728

Québec, le 6 juillet 1955.

Québec, July 6th, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"Canadian Wirebound Boxes Limited; Champlain Paper Box Limited, section papier gaufré de Québec; Hinde & Dauch Paper Company of Canada Limited; Shipping Containers Limited; Standard Paper Box Mfg. Limited, section papier gaufré;"

Et, D'AUTRE PART:

"L'Association des Employés de Canadian Wirebound Boxes Limited; Le Syndicat Catholique de la Boîte de carton de Québec Inc.; L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, local numéro 415, affiliée au Congrès des Métiers et du Travail du Canada; L'Union des Travailleurs du Carton et Papier Façonnés (C.T.C.C.)"

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mai 1955;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 mai 1955.

I. *Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend toute la province de Québec et se divise en deux zones comme suit:

Zone I: Toute la province de Québec à l'exception de la cité de Québec;

Zone II: La cité de Québec.

b) *Jurisdiction industrielle:* La juridiction industrielle du présent décret comprend la fabrication des boîtes de carton gaufré et de tous autres réceptacles entièrement ou partiellement faits de carton gaufré.

II. *Salaires minima:* Le salaire minimum des salariés travaillant à la fabrication des articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des mécaniciens de machines fixes, des chauffeurs de bouilloires (stokers), des employés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles, des machines et de l'outillage, à l'impression et à des travaux analogues, pourvu que cesdits travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles compris dans la juridiction industrielle du décret, est le suivant pour chacune des catégories de salariés mentionnées ci-après:

"a) *Salariés — Employees:*

Sous-contremaître — Assistant-foreman	.....	\$1.17	\$0.93
Machine à gaufrer — Corrugating Machine:			
Gaufreur — Operator	.....	1.30	
Gaufreur temporaire — Temporary Operator	.....	1.20	
Découpeur — Slitter and Knife	.....	1.20	
Mécanicien de machine à coller — Double Backer	.....	1.15	
Receveur et "Shafter" de rouleau — Tailer & Roll Shafter	.....	1.00	

ON THE ONE PART;

"Canadian Wirebound Boxes Limited; Champlain Paper Box Limited, Corrugated Paper Division of Québec; Hinde & Dauch Paper Company of Canada Limited; Shipping Containers Limited; Standard Paper Box Mfg. Limited, Corrugated Paper Division".

And, ON THE OTHER PART:

"The Canadian Wirebound Boxes Limited Employees' Association; Le Syndicat Catholique de la Boîte de Carton de Québec, Inc.; L'Union Fédérale des Travailleurs du Contenant, local No. 415, affiliated to the Trades and Labour Congress of Canada; L'Union des Travailleurs du Carton et Papier Façonnés (C.T.C.C.)"

for the employers and the employees of the industry and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 7th, 1955;

WHEREAS the provisions of the said petition have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said petition;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Prime Minister:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 7th, 1955.

I. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the entire Province of Québec and is divided into two zones as follows:

Zone I: The entire Provinces of Québec with the exception of the city of Québec;

Zone II: The city of Québec.

b) *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of corrugated paper boxes and all other containers entirely or partly made of corrugated paper board.

II. *Minimum wages:* The minimum wages of all employees working at the manufacturing of articles comprised in the industrial jurisdiction of the present decree, as well as that of stationary enginemen, boiler, firemen (stokers), shippers delivery men, maintenance and repair men on buildings, machinery and equipment; employees doing printing and allied work, provided such printing and other work concern exclusively the printing of boxes and articles included in the industrial jurisdiction of the decree, are the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

<i>Taux minima</i>	
<i>Minimum Rates</i>	
<i>Sexes — Sexes</i>	
<i>Masculin Féminin</i>	
<i>Male Female</i>	
	\$1.17 \$0.93

Machine à imprimer et à rainer — Printer-slotter machine:		
Mécanicien — Operator	1.20	
Assistant-mécanicien — Assistant operator	1.10	
Receveur et fournisseur — Tailer & Feeder	1.05	
Presse à imprimer (sur la longueur) — Printing Press Machine (long-way):		
Mécanicien — Operator	1.15	
Receveur — Tailer	1.05	0.78
Machine à rainer — Grosses boîtes — Large Box Slotting Machine:		
Raineur — Operator	1.15	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à rainer — Petites boîtes — Small Box Slotting Machines:		
Raineur — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à découper les boîtes et marqueuse-mitrailleuse (première opération) — Box Slitting and Scoring Machine (first way):		
Découpeur — Operator	1.12	
Receveur — Tailer	1.00	
Machine à découper les feuilles, marqueuse-mitrailleuse (divers) — Sheet Slitting and Scoring Machine (Miscellaneous):		
Mécanicien — Operator	1.12	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine combinée à découper et à rainer les divisions — Combination partition Slitter-Slotter:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine simple à rainer les divisions — Plain Partition Slotter:		
Raineur — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à assembler les divisions — Partition assembly Machine:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Fournisseuse — Feeder		0.78
Receveuse — Tailer		0.78
Machine à découper les pans — Flap Cutting machine:		
Découpeur — Operator	1.09	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Machine à plier et à appliquer la toile gommée — Folder-taper:		
Mécanicien — Operator	1.18	
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector		0.83
Machine automatique à appliquer la toile gommée — Automatic Taping machine:		
Mécanicien — Operator	1.10	
Aide — Helper	1.00	
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector	1.00	0.83
Machine semi-automatique à appliquer la toile gommée — Semi-Automatic Taper:		
Mécanicien — Operator		0.83
Receveur et inspecteur — Tailer & Inspector		0.78
Machine à appliquer la toile gommée à la main — Hand Taper:		
Mécanicien — Operator		0.78
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic Folder-stitcher:		
Piqueur — Operator	1.15	
Fournisseur — Feeder	1.00	
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:		
Piqueur — Operator	1.05	0.83
Machine à piquer à la main — Manual Stitching machine:		
Piqueur — Operator	1.05	0.83
Presse à découper — Die Press Machine:		
Découpeur — Operator	1.15	
Aide et épilucheur — Helper & Stripper	1.00	0.78
Machines non classifiées — Non-classified machines:		
Mécanicien — Operator	1.05	0.83
Fournisseur — Feeder		0.78
Scie à ruban — Band Saw:		
Préposé à la scie à ruban — Operator	1.00	0.83
Machine à remonter et à couper (S.F.) — S.F. Rewinder and cutter:		
Mécanicien — Operator	1.05	0.83
Receveur — Tailer	1.00	0.78
Matière adhésives — Adhesive unit:		
Préposé à la colle — Operator	1.10	
Aide — Helper	1.05	
Presses à rebuts — Waste Baling press:		
Presseur — Operator	1.05	
Aide — Helper	1.00	
Manutention de rouleaux — Roll handling:		
Premier préposé à la manutention — Chief roll handler	1.15	
Préposé à la manutention motorisée — Power Roll Handling Operator	1.15	
Manutenteur — Roll handler	1.00	
Manutention générale — Handling general:		
Préposé au camion-empileur motorisé — Powered Lift truck operator	1.15	

Pliages de boîtes — Box Folding:	
Pliuse — Folder	0.78
Assemblage et divisions — Partition assembly:	
Assembleuse — Assembler	0.78
Enveloppement et ficelage — Bundling and tying:	
Préposé au ficelage — Tier	1.00 0.78
Expédition — Shipping Department:	
Expéditeur — Shipper	1.20
Assistant-expéditeur — Assistant shipper	1.10
Aide et vérificateur — Helper & Checker	1.00
Chauffeur de camion — Truck driver	1.10
Aide pour chauffeur de camion — Truck Driver Helper	1.00
Entretien — Maintenance:	
Homme de métier — Tradesman	1.20
Mécanicien — Mechanic	1.20
Huileur — Oiler	1.05
Concierge — Janitor	1.00

Chambre de bouilloires — Boiler Room:

Mécanicien de machine fixe — Stationary Engineman:	
2ème classe — 2nd class	1.34
3ème classe — 3rd class	1.24
4ème classe — 4th class	1.14

Travail général — General Labour:

L'échelle de base de salaire pour le travail général est la suivante — The basic wage scale for General Labour shall be as follows:	
Premier trimestre — First three months	0.85 0.70
Deuxième trimestre — Second three months	0.90 0.73
Après six mois — After six months	0.95 0.76

b) *Salariés (sexe masculin):* Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe masculin ne doit pas être inférieur à \$1.05 de l'heure.

b) *Male employees:* Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$1.05 per hour.

c) *Salariés (sexe féminin):* Nonobstant la cédule de salaires apparaissant au présent article, le salaire minimum moyen des salariés du sexe féminin ne doit pas être inférieur à \$0.79 de l'heure.

c) *Female employees:* Notwithstanding the preceding schedule of wages, the average minimum wage for female employees shall not be less than \$0.79 per hour.

d) *Zone II:* Les taux de salaires minima et les moyennes de salaires minima pour les salariés de la zone II sont cinq sous (0.05) de moins que ceux mentionnés dans les paragraphes "a", "b" et "c" du présent article.

d) *Zone II:* The minimum rates and minimum averages for employees of zone II shall be five cents less than those mentioned in the foregoing subsections "a", "b" and "c".

e) *Responsabilités des employeurs et salariés:*
 1° *Contremaître et sous-contremaître:* Chaque employeur doit employer au moins un contremaître et un sous-contremaître. Advenant l'absence du contremaître, le sous-contremaître doit le remplacer dans ses fonctions et agir comme tel durant une période de six (6) jours consécutifs, sans rémunération supplémentaire. Après cette période, il ne doit pas recevoir, pour ses nouvelles fonctions, une rémunération inférieure au taux minimum prescrit pour le contremaître; toutefois, au retour du contremaître, il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire. Il peut y avoir plusieurs contremaîtres et sous-contremaîtres, mais seul le sous-contremaître qui remplace un contremaître pendant son absence a droit au salaire de contremaître, suivant les conditions ci-haut décrites.

e) *Responsibilities of employees and employers:*
 1. *Foreman and Assistant Foreman:* Each manufacturer shall employ a minimum of one foreman and one assistant foreman. In the event of the foreman's absence, the assistant foreman shall take over his duties and shall continue to do so for a period of 6 consecutive days without extra remuneration. After this period, he shall receive for this added duty, a rate not less than the minimum prescribed for foremen, but shall revert to his former position and wage scale when the foreman returns. There may be any number of foreman or assistant foremen in addition to the above minimums, but only the assistant foreman effectively replacing the foreman in his absence is entitled to the foreman's wage under the conditions prescribed above.

2° *Machine à gaufrer:* Le personnel requis pour chaque machine à gaufrer en opération et pour chaque équipe, s'il y en a plus qu'une, doit se composer d'un gaufrer, d'un mécanicien de machine à coller (Double-backer), d'un découpeur ou bobineur avec le nombre nécessaire de receveurs et de "shafter" de rouleau.

2. *Corrugating machine:* Corrugator and liner crew must consist of the following crew members, on each machine and for each shift, if more than one shift is worked: operator, double backer man, knife or slitter man, with necessary tailers and roll shafters.

Advenant l'absence du gaufrer, le mécanicien de la machine à coller (Double-backer) pourra prendre charge du fonctionnement de la machine comme gaufrer temporaire et devra être rémunéré suivant le taux minimum de cette classification pour une période de six (6) jours

In the event of the absence of the operator, the double backer man may operate the machine in the capacity of temporary operator at listed minimum for this occupation for, a period of six consecutive days. After this time, he shall receive not less than the minimum scale of pay for

consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du gaufreur jusqu'au retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire.

3° *Machine à imprimer et à rainer*: S'il y a plus d'une équipe, il doit y avoir pour chaque machine et sur chaque équipe au moins un mécanicien et un assistant-mécanicien et autant de receveurs et de fournisseurs que requis.

Les dispositions décrites à l'alinéa précédent (machine à gaufrer) sont applicables advenant l'absence du mécanicien.

Quand la machine à imprimer fait également une opération de rainure, les taux minima de salaire pour l'opération de cette machine combinée sont les mêmes que ceux fixés pour le fonctionnement de la "machine à imprimer et à rainer".

4° *Machine à imprimer, machine à rainer les boîtes, machine à découper les boîtes et feuilles, machine à découper les pans, marqueuses mitrailleuses de barres, machines à appliquer la toile gommée, machine à piquer, presse à découper, machine à rainer les divisions, presse à rebuts, coupeur de coins, guillotine, emporte-pièce, machine à rainer (verticale).*

Un mécanicien doit être chargé du fonctionnement de chacune de ces machines à un taux de salaire non inférieur à celui prescrit. Il n'est pas nécessaire d'avoir un assistant-mécanicien sur ces machines, mais le nombre de receveurs et de fournisseurs nécessaires peut être employé.

Advenant l'absence du mécanicien, un salarié travaillant à un taux inférieur à celui des mécaniciens ci-haut mentionnés doit voir au fonctionnement de la machine, sans rémunération supplémentaire pendant une période de six (6) jours consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du mécanicien jusqu'au retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire.

5° *Déchargement et manutention de carton et de rouleaux de papier*: Tout employeur doit employer au moins un premier manuteneur de rouleaux de papier.

6° *Expédition*: Tout employeur doit employer au moins un expéditeur et peut, à sa discrétion, employer un assistant-expéditeur. En l'absence de l'expéditeur, l'assistant-expéditeur doit assumer ses fonctions aux mêmes conditions que celles prescrites au présent article (machine à gaufrer).

7° *Général*: Quand un salarié autre qu'un aide, lequel est régi par les dispositions précédentes a plus de trois (3) mois d'emploi et remplace un salarié exécutant une opération classifiée, il doit recevoir le taux prescrit pour ledit travail, à partir du jour suivant le changement.

8° *Vacances annuelles d'une ou de deux semaines payées*: Quand un sous-contremaître remplace un contremaître ou qu'un aide-mécanicien remplace un mécanicien durant leurs vacances annuelles payées, ils doivent le faire sans augmentation de gages, mais pour une période n'excédant pas deux semaines et une fois par année seulement.

III. Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans l'article précédent, perçues d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribuées par

an operator until this man returns, at which time he shall revert to his original position (of double backer man) with previous wage scale.

3. *Printer-slotter machine*: There shall be at least one operator and one assistant operator on each printer-slotter for each shift worked, if more than one shift is worked and as many tailers and feeders as required.

The same conditions as prescribed above (corrugating machine) shall prevail in the event of the operator's absence.

Where a printing machine incorporates the slotting feature, the minimum wage rate for a printer-slotter shall apply to its operation.

4. *Printing Machine, Box Slotting Machine, Box and Sheet Slitting Machine, Flap Cutting Machine, Bar Scorer Machine, Taping Machine, Stitching Machine, Die Press Machine, Partition Slotting Machine, Baling Machine, Corner Cutting Machine, Knife, Punch, Slotter-up and down*:

Each of the above machines must be operated by an operator at a rate not less than that prescribed. No assistant operators are necessary on these machines and as many tailers and feeders as are required may be employed.

Any employee paid at a rate less than that required for the above operators shall, in the event of the operator's absence, operate the machine without extra remuneration for a period of six consecutive days. After this time, he shall receive not less than the minimum scale of pay for an operator until the operator returns, at which time he shall revert to his original position with previous wage scale.

5. *Roll and Board unloading and handling*: Every manufacturer shall employ at least one (1) head roll handler.

6. *Shipping Department*: Every manufacturer shall employ at least one shipper and may, at his discretion, employ one assistant shipper. The assistant shipper shall, in the absence of the shipper, take over his duties on the same basis as listed in this section, under "Corrugating Machine".

7. *General*: When employees, other than helpers which are governed by the foregoing provisions, with more than three (3) months of service replace employees engaged in a classified operation, they shall receive the rate established for such work from the day following such change.

8. *Yearly holidays of one or two weeks with pay*: When an assistant foreman replaces a foreman during his yearly paid holidays or when an assistant operator replaces an operator during his yearly paid holidays, they shall do so without any increase in remuneration but for a period of not over two weeks and only once per year.

III. All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding section, collected from an employer by the Joint Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said

ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période concernée.

IV. Semaine de travail et surtemps: La durée du travail pour tous les salariés y compris les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires, les gardiens, les employés préposés à la réparation et à l'expédition, est de quarante-cinq (45) heures par semaine. Tout travail exécuté les jours de congés et les dimanches ou en plus de quarante-cinq heures par semaine par ces mêmes salariés doit être rémunéré à raison de salaire et demi, mais tout travail exécuté et payé au taux de salaire et demi lesdits dimanches et jours de congé n'est pas inclus dans les heures de travail hebdomadaire au moment de calculer le temps supplémentaire de la semaine.

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs de bouilloires (stokers) ont droit à une journée de repos pour chaque six (6) jours de travail. Tout travail exécuté le septième jour consécutif de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

V. Vacances payées: a) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période d'un an ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année à une semaine de vacances payées au taux de son salaire régulier.

b) Tout salarié qui a été à l'emploi du même employeur, sans interruption, pendant une période de cinq (5) ans ou plus avant le 1er mai de chaque année, a droit chaque année à deux semaines de vacances payées au taux de son salaire régulier.

c) Tout salarié ayant plus de trois mois de service continu avec le même employeur avant le 1er mai de chaque année a droit à des vacances payées équivalentes à un douzième (1/12) des heures de la semaine normale de travail pour chaque mois de service, rémunérées au taux de son salaire régulier.

d) Pour avoir droit aux vacances payées stipulées ci-haut, l'assiduité du salarié au travail doit avoir été satisfaisante. Le terme "assiduité satisfaisante" signifie qu'un salarié ne s'est pas absenté sans permission pour plus d'une journée à chaque mois de calendrier employé pour déterminer la période de vacances allouées, à moins que son absence ne soit due à une des causes suivantes:

- 1° Maladie personnelle;
- 2° Mortalité dans la famille immédiate du salarié;
- 3° Obligation de paraître devant la Cour pour agir comme juré ou pour rendre témoignage, mais non si le salarié est requis de répondre à une accusation criminelle.

4° Absence conforme à une permission accordée par écrit de la part de l'employeur afin de permettre au salarié de voir à des affaires personnelles ou commerciales, du moment que cette absence n'excède pas 10 jours à la fois.

VI. Jours de congé: a) Les jours suivants sont considérés comme jours de congé: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 juin, le 1er juillet, la fête du Travail, l'Immaculée Conception et Noël.

b) Au moins six (6) jours de congé choisis parmi ceux mentionnés plus haut doivent être payés en plus d'être chômés, pourvu que ces jours de congé tombent ou sont observés un jour régulier de travail.

c) Pour avoir droit à la rémunération précitée, le salarié doit travailler ou être prêt à travailler la journée de travail qui précède et qui suit le

Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period involved.

IV. Work week and overtime: The duration of work for all employees, including stationary enginemen and firemen (stokers), maintenance, shipping men, watchmen, is forty-five (45) hours per week, and any hours of work exceeding forty-five (45) hours in any one week or performed on holidays and Sundays by such employees is to be paid at the rate of time and one half, but hours worked and paid at the rate of time and one half on such holidays and Sundays will not be included in the total weekly hours worked when computing the weekly overtime.

Notwithstanding what is specified in the preceding paragraph, the stationary enginemen and firemen (stokers) shall be entitled to one day of rest for each six (6) days of work and any work performed on the seventh consecutive day of work shall be paid at the rate of time and one half.

V. Vacation with pay: a) Any employee who has been continuously employed by the same employer for one year or more prior to the first day of May in each year will be entitled, each year, to one week of vacation at his basic hourly rate.

b) Every employee who has been continuously employed by the same employer for five years or more prior to the first day of May in each year is entitled, each year, to two weeks of with pay at his basic hourly rate.

c) Any employee with more than three months continuous service with the same employer prior to the first day of May will be entitled to with pay equivalent to one twelfth (1/12) of the hours of the normal work week for each month worked, at his basic hourly rate.

d) To qualify for the above schedule of holiday pay allowances, an employee's attendance at work must have been satisfactory. Satisfactory attendance means that an employee has not been absent without permission for more than one day of the calendar months used to determine the holidays allowance, unless his absence has been due to one of the following causes:

1. Personal illness;
2. Death in the immediate family of the employee;
3. Compulsory Court attendance for jury duty or as a witness, but not if required on a criminal charge;

4. Absence pursuant to leave granted in writing by the employer to enable the employee to attend to personal or business matters, provided such leave does not exceed 10 days at anyone time.

VI. Holidays: a) The following days are to be considered as holidays: New Year's Day, Good Friday, June 24th, July 1st, Labour Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) At least six (6) of the above mentioned holidays shall be paid in addition to being observed, provided they fall or are observed on a regular working day.

c) To qualify for such holiday pay as aforesaid, an employee must work or stand ready to work, the regular working day preceding and following

jour où le congé est observé, sauf dans le cas de maladie justifiée ou encore à la suite d'une autorisation écrite de l'employeur.

d) Nonobstant les dispositions des paragraphes "a", "b" et "c" du présent article, tout employeur accordant six (6) jours de congé payés ou plus par année à ses salariés en vertu d'une convention collective de travail privée, n'est pas sujet aux dispositions des alinéas précédents.

VII. *Paiement du salaire*: Le salaire de l'employé doit lui être payé par chèque ou en deniers ayant cours légal dans cette province. Ce salaire, si payé en deniers, doit lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle doivent être inscrits ses nom et prénom, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux de salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie.

VIII. Les salaires actuellement supérieurs aux taux minima spécifiés dans le décret ne doivent pas être déduits durant l'existence dudit décret.

IX. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau Comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité paritaire; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

X. Le présent décret abroge le décret numéro 561 du 11 mars 1942 et tous ses amendements.

XI. *Durée du décret*: Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1956. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins qu'un groupe prépondérant des parties contractantes patronales ou ouvrières ne donne aux autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,

40267-o Greffier du Conseil Exécutif.

the day on which the holiday is observed, except in the case of bona fide illness or written authorization from the employer.

d) Notwithstanding provisions of paragraphs "a", "b" and "c" of the present section, an employer who grants six (6) or more observed holidays with pay per year to his employees in virtue of a private collective labour agreement, shall not be subject to the above subsections.

VII. *Payment of wages*: The wages of the employee must be paid to him by cheque or in currency which is legal in this Province. Such wages, if paid in currency, must be handed to the employee in a sealed envelope on which is written; his name and surname, the date of the week or period of work, the number of hours paid, the rate of wages per hour and the amount contained in the envelope; the envelope must be initialed by the pay clerk.

VIII. Wages actually higher than the minima herein specified shall not be reduced during the existence of the decree.

IX. On the ratification of the present agreement, the existing Joint Committee, organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by the new decree, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new Committee is formed which shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Joint Committee; it shall assume all the liabilities of the former Joint Committee under the said previous decree.

X. The present decree repeals decree No. 561 of the 11th of March 1942, and all amendments thereto.

XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until January 1st, 1956. It then renews itself automatically from year to year unless a preponderant group of the contracting parties of the first or second part notify the other parties in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before January 1st of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,

40267-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(A.G. 6383-48)

J. B. LALIBERTÉ LIMITÉE

Extrait des minutes d'une assemblée des actionnaires de "J. B. Laliberté Limitée", tenue au bureau de la compagnie, 595, rue St-Joseph, est, Québec, le 24 mai 1955:

"Il est proposé par M. Émilien Rochette, secondé par M. Guy Fortier, C.A. que le règlement "C" soit amendé de la façon suivante:

1° Que le nombre de directeurs formant le Bureau de Direction de la compagnie soit et il est augmenté par les présentes de cinq à sept directeurs.

2° Que les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes amendés pour donner plein et entier effet à cette augmentation dans le nombre des directeurs."

Vrai copie
40253-o

Le Secrétaire,
GÉRARD PLANTE.

Miscellaneous Notices

(A.G. 6383-48)

J. B. LALIBERTÉ LIMITÉE

Excerpt from minutes of a meeting of shareholders of "J.B. Laliberté Ltée", held at the office of the company, 595 St. Joseph Street, East, Quebec, on May 24th, 1955:

1. It was moved by Mr. Émilien Rochette, seconded by Mr. Guy Fortier, C.A., that By-law "C" be amended as follows:

1. That the number of directors forming the Board of Directors of the company be and is hereby increased from five to seven directors.

2. That the by-laws of the company be and are hereby amended in order to give full effect to this increase in the number of directors.

True copy
40253

GÉRARD PLANTE,
Secretary.

(P.G. 14453-53)

MÉTHOT & GAGNÉ, LTÉE

Règlement N° 27

Il est statué par les présentes comme un règlement de "Méthot & Gagné, Ltée", de la façon suivante:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, et il est par les présentes augmenté de trois à cinq, de sorte que le bureau de direction de la compagnie sera composé de cinq directeurs.

2° Que trois directeurs constitueront le quorum de toute assemblée du bureau de direction.

3° Que toute règlement, résolution et procédure antérieure de la compagnie incompatibles à ce règlement sont par les présentes amendés, modifiés et révisés afin de lui donner effet.

Certifié vrai copie. %

(Sceau) La Secrétaire,
40254-o JOSÉPHINE BASTIEN MÉTHOT.

(A.G. 14453-53)

MÉTHOT & GAGNÉ, LTÉE

By-law No. 27

It is hereby enacted as a by-law of "Méthot & Gagné, Ltée", as follows:

1. That the number of directors of the company be and it is hereby increased from three to five, in order that the Board of Directors of the company be composed of five directors.

2. That three directors shall form a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified true copy.

(Seal) JOSÉPHINE BASTIEN MÉTHOT,
40254 Secretary.

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 22 juin 1955, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité des Cantons-Unis de Sainte-Anne-de-Portneuf, comté de Saguenay, en celui de "Municipalité de Sainte-Anne-de-Portneuf", comté de Saguenay.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

Rivière Portneuf, Sag., P.Q., 4 juillet, 1955.

Le Maire,
ALCIDE TREMBLAY,
Le Secrétaire-trésorier,
40255-o PIERRE PAUL PAQUET.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted an Order in Council, dated June 22nd, in order to change the name of the municipality of the United Townships of Saint Anne-de-Portneuf, county of Saguenay, to that of "Municipality of Saint Anne-de-Portneuf", county of Saguenay.

In accordance with the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

Rivière Portneuf, Sag., P.Q., July 4th, 1955.

Mayor,
ALCIDE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer,
40255 PIERRE PAUL PAQUET.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY, LIMITED

Sommaire du Règlement Spécial "F"

La compagnie est autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au prorata entre ses actionnaires et subséquemment procéder à sa dissolution par voie de procédures d'abandon de charte, et ce, en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Certifié sommaire authentique.

Daté à Montréal, Québec, ce 11e jour de juillet 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,
40269 RALPH C. TEES.

DOMINION SILK DYEING & FINISHING COMPANY, LIMITED

Summary of Special By-law "F"

The company is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

Certified a true summary.

Dated at Montreal, Quebec, this 11th day of July, 1955.

(Seal) RALPH C. TEES,
40269-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de La Tête à la Baleine", en date du 8 mai 1955, dont le siège social est situé à La Tête-à-la-Baleine, dans le comté de Saguenay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le trente mai 1955.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40270-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de La Tête à la Baleine", under date May 8, 1955, whereof the head office is at Tête-à-la-Baleine, in the county of Saguenay and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of May, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40270 Under Secretary of the Province.

(P.G. 11409-55)

DRAINAGE STE-MARIE INC.
STE-MARIE DRAINAGE INC.

Extrait des règlements généraux de la compagnie ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de quatre à cinq:

"Règlement N° 4. Directeurs.

a) *Nombre* — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de cinq directeurs".

Certifié vraie copie.
40283-oLe Secrétaire,
F. TURGEON.

(A.G. 11409-55)

DRAINAGE STE-MARIE INC.
STE-MARIE DRAINAGE INC.

Excerpt from general by-laws of the above-mentioned company concerning the increasing of the number of its directors from four to five:

"By-law No. 4. Directors.

a) *Number* — The affairs of the company shall be managed by a Board of five directors."

Certified true copy.
40283F. TURGEON,
Secretary.

HAYS SECURITIES CORPORATION LIMITED

Règlement "D"

Un règlement qui autorise la ventilation des affaires de la compagnie.

"Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété:

Que les affaires de cette compagnie soient ventilées à partir du 20 juin 1955, que toutes ses responsabilités soient satisfaites, son actif distribué entre ses actionnaires et que les démarches nécessaires soient prises de manière que la compagnie puisse demander au Procureur général, de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte".

Décrété ce 17 juin 1955.

HAYS SECURITIES CORPORATION LIMITED
Le Secrétaire-trésorier,
40284 P. J. CREWE.

HAYS SECURITIES CORPORATION LIMITED

By-law "D"

A By-law to authorize the winding up of the company.

"Be and it is hereby enacted:

That the affairs of this company be wound up as of the 20th June, 1955, all its liabilities be satisfied, its assets distributed among its shareholders, and that the necessary steps be taken in order to enable the company to apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter."

Enacted 17th June, 1955.

HAYS SECURITIES CORPORATION LIMITED,
P. J. CREWE,
40284-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 10869-54)

STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

Règlement N° 12

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Standard Motors (Quebec) Limited." (ci-après appelée la "compagnie") ce qui suit:

1° Le siège social de la compagnie est, par les présentes, transporté de la cité de Montréal à la cité de Verdun.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 3e jour de décembre 1954.

Témoin: Le Sceau corporatif de la compagnie.
Le Président,
A. S. DICK.
(C.S.) Le Secrétaire,
40285 I. G. WAHN.

(A.G. 10869-54)

STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

By-law No. 12

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Standard Motors (Quebec) Limited." (hereinafter called the "Company") as follows:

1. The head office of the company is hereby changed from the city of Montreal to the city of Verdun.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith, are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 3rd day of December, 1954.

Witness the corporate seal of the company.
A. S. DICK,
(C.S.) President,
40285-o I. G. WAHN,
Secretary.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 26 octobre 1955 et présentés avant le 7 décembre 1955, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 26 novembre 1955 et reçues avant le 1er décembre 1955, et les rapports de comités

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 26th, 1955 and introduced before December 7th, 1955; petitions for private bills shall be presented prior to November 26th, 1955 and received prior to December 1st, 1955, and reports from elected

élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 21 décembre 1955.

Québec, le 12 juillet 1955.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

committees charged with the examining of private bills must be received before December 21st, 1955.

Quebec, July 12th, 1955.

ANTOINE LEMIEUX,
40279-28-18 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

Avis est donné par les présentes que "Greenhill Apts. Inc.", demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 7 juillet 1955.

GREENHILL APTS. INC.
Par le Procureurs,
40256-o GARBER & BLUMENSTEIN.

MILL-KNIT LTD.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Mill-Knit Ltd.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général, aux ministres des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'un date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, 6 juillet 1955.

MILL-KNIT LTD.,
Par le Secrétaire,
J. MILLER.
a/s Mtre Emmanuel Cooke,
Avocat,
40261 1117 ouest, rue Ste-Catherine.

AMERICAN LAUNDRY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "American Laundry Limited" s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le Secrétaire-trésorier,
40281 GEO. W. A. DAWE.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 467-55)

Avis est, par les présente, donné que la compagnie "American-Marietta Company" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la Province est à 2000 édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les prodécures prises contre elle, est M. W. H. Laidley, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12e jour de juillet.

Le Sous-secrétaire de la Province,
40252 JEAN BRUCHÉSI.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Greenhill Apts. Inc." will apply for leave to surrender its Charter at a date to be fixed.

Montreal, July 7th, 1955.

GREENHILL APTS. INC.
GARBER & BLUMENSTEIN,
40256-o per Attorneys.

MILL-KNIT LTD.

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Mill-Knit Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by them.

Montreal July 6, 1955.

MILL-KNIT LTD.,
Per J. MILLER,
Secretary.
c/o Mtre. Emmanuel Cooke,
Advocate,
40261-o 1117 St. Catherine St. W.

AMERICAN LAUNDRY LIMITED

Notice is hereby given that "American Laundry Limited", will petition the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for permissions to surrender its Charter.

GEO. W. A. DAWE,
40281-o Secretary-Treasurer.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 467-55)

Notice is hereby given that "American-Marietta Company", has been licensed to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is at 2000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
40252 Under Secretary of the Province.

Curatelle publique

Canada—Province de Québec
District de Témiscamingue

Succession vacante de Robert Plamondon. En son vivant camionneur, de Nédelec, district de Témiscamingue.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 18 juin 1954 par un juge de la Cour supérieure siégeant à Ville-Marie, dans le district de Témiscamingue que, sous l'autorité de la Loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,
187, rue Sainte-Catherine (ouest),
40257-o Montréal 18.

Public Curatorship

Canada—Province of Quebec
District of Temiscamingue

Vacant estate of Robert Plamondon. In his lifetime, trucker, of Nédelec, district of Temiscamingue.

The undersigned gives notice that this estate has been declared vacant under judgment rendered June 18th, 1954 by a Judge of the Superior Court sitting at Ville-Marie in the district of Temiscamingue, that under authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI, Chap. 62), he is Curator *ex officio* for this estate, and that he will receive, at the address herebelow, payment of any debt due the estate and proof of any claim against it.

PUBLIC CURATOR,
187 Sainte-Catherine Street (West),
40257 Montreal 18.

Département de l'Instruction Publique

BUREAU DES EXAMINATEURS CATHOLIQUES
DES ASPIRANTS INSPECTEURS D'ÉCOLES

Avis est donné par les présentes que le Bureau des Examineurs catholiques des Aspirants inspecteurs d'écoles siègera à l'École normale Laval, Québec, les 22-23-24-25-26 août prochain, pour l'examen des candidats au brevet d'aptitudes à l'inspection des écoles.

L'examen des candidats commencera le mercredi, 23 août 1955, à 9 heures du matin.

Québec, le 7 juillet 1955.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
40262-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

BOARD OF CATHOLIC EXAMINERS FOR
CANDIDATES AS SCHOOL INSPECTORS

Notice is hereby given that the Board of Catholic Examiners for candidates as School Inspectors will be held at the Laval Normal School Quebec, on August 22-23-24-25-26 next, for the examination of candidates desiring certificates for positions as School inspectors.

The examination of candidates will begin on Wednesday, August 23, 1955, at 9 o'clock in the morning.

Québec, July 7, 1955.
O. J. DÉSAULNIERS,
40262 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg ville de Charlesbourg division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 277-51 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 juillet 1955.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40268-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg town of Charlesbourg registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 277-51 has been cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Québec, July 6th, 1955.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
40268-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch nord cité de Québec division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 587-119 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 28 juin 1955.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
40268-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Roch nord city of Quebec registration division of Quebec.

Notice is hereby given that part of lot 587-119 has been cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Québec, June 28th, 1955.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
40268-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Mégantic établi en exécution du décret numéro 548 du 28 mai 1954, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 727 du 6 juillet 1955, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that "Le Comité paritaire du Commerce de Mégantic", formed under decree number 548 of May 28th, 1954, has been authorized by a by-law approved by Order in council number 727 of July 6, 1955, part "C" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 5 juin 1956; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of the publication of the present by-law in the Quebec Official Gazette, until June 5th, 1956; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 548 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree number 548 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their pay-roll for their employees governed by the decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 548 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.15 par semaine.

b) The artisans governed by the decree number 548 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the least remunerated journeyman, i.e. \$0.15 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 548 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 548, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right the exact sworn reports when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer, and the employee, without notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly

rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Mégantic, pour la période se terminant le 5 juin 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE MÉGANTIC
Siège social Mégantic

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 5 juin 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (¼ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$ 800.00
Artisans	100.00
Salariés.....	800.00
	\$1,700.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	1,300.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes.....	100.00
Vérification des livres.....	50.00
Jetons de présence aux membres du Comité.....	250.00
	\$1,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 juillet 1955. 40267-0

report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following fixed dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of "Le Comité paritaire du Commerce de Mégantic" for the period ending June 5th, 1956.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE MÉGANTIC
Corporate seat: Mégantic

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending June 5th, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 800.00
Artisans	100.00
Employees	800.00
	\$1,700.00

<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary.....	\$1,300.00
Stationery, printing, postage, telephone, telegrams.....	100.00
Audition.....	50.00
Members' Attendance fees.....	250.00
	\$1,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, July 16th, 1955. 40267-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 727 du 6 juillet 1955 (section "B"), le tout d'abord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1955, au 30 juin 1956, ladite cotisation s'exerce de la façon suivante:

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception de gérants, surintendant, contremaîtres et employés de bureau) assujettis audit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaîtres et employés de bureau.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 523 of May 11th, 1955 has been authorized by a by-law approval by Order in Council number 727 of July 6th, 1955, part "B" to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 1st, 1955, to June 30th, 1956, and apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to the said decree number 523 and its amendments must pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of salaries, bonuses and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees, subject to the said decree.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to decree number 523 and its amendments, are obliged to contribute to the said Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of their salaries, bonuses and allowances, with the exception of managers, superintendents, foremen and office employees.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer le nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agent dûment autorisé dont l'original où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix du mois suivant.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre jours qui suivent la date à laquelle lesdits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1955, et se terminant le 30 juin 1956.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONFECTION POUR DAMES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour une année, du 1er juillet 1955, au 30 juin 1956.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$30,000.00
Salariés.....	30,000.00
Intérêts sur obligations.....	1,100.00
Revenus légaux.....	200.00
	<hr/>
	\$61,300.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires (bureau.....)	\$12,500.00
Salaires des inspecteurs et inspections supplémentaires.....	14,000.00
Administration.....	10,080.00
Téléphone et télégrammes.....	520.00
Frais de déplacement.....	3,400.00
Loyer.....	4,324.00
Taxes.....	350.00
Papeterie, timbres et dépenses de bureau.....	4,350.00
Frais légaux.....	5,500.00
Audition.....	600.00
Électricité.....	30.00
Billet de tramways et déplacement local.....	250.00
Accessoires de bureau.....	500.00
Assurance chômage.....	250.00

Frais de cautionnement,
Dépenses divers,
Enquêtes spéciales,

2. Mode of collection

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of each employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for such labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the offices of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimated statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1955 and ending June 30th, 1956, is hereto annexed.

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADIES' CLOAK AND SUIT INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimates of receipts and expenditures for the period comprised between July 1st, 1955 and June 30th, 1956.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ de 1%):	
Professional employers.....	\$30,000.00
Employees.....	30,000.00
Bond Interest.....	1,000.00
Miscellaneous Legal Income.....	200.00
	<hr/>
	\$61,300.00

<i>Expenditures:</i>	
Office salaries.....	12,500.00
Inspectors' salaries and extra inspection.....	14,000.00
Administration.....	10,080.00
Telephone & Telegraph.....	520.00
Travelling expenses.....	3,400.00
Rent.....	4,324.00
Taxes.....	350.00
Stationery, postage and office expenses.....	4,350.00
Legal fees.....	5,500.00
Audit fees.....	600.00
Lights.....	30.00
Carfare & Local transportation.....	250.00
Office equipment.....	500.00
Unemployment Insurance.....	250.00
Insurance Guarantee Bond, Miscellaneous, Expenses, Special investigations,	

Frais de banque,		Bank charges,	
Jetons de présence,		Committee meeting expenses,	
Dépenses des inspecteurs, etc.	4,200.00	Inspectors expenses, etc.	4,200.00
	<u>\$60,854.00</u>		<u>\$60,854.00</u>
Surplus prévu	446.00	Estimates Surplus	446.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 16 juillet 1955.	40267-o	Department of Labour, Quebec, July 16th, 1955.	40267-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité conjoint de l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 727-A du 6 juillet 1955.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 16 juillet 1955. 40267-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of the Joint Committee of the Ladies' Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree No. 523 of May 11th, 1955, with head office in the city of Montreal, have been approved by Orders in Council No. 727-A of July 6th, 1955.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, July 16th, 1955. 40267-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Le nom de la partie contractante de seconde part sera modifiée pour se lire comme suit:

"Le Syndicat catholique de la Boîte de Carton de Québec Inc."

2° Le paragraphe "b" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"b) *Jurisdiction professionnelle*: Le présent décret régit et gouverne tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par ce décret.

Le travail visé par ce décret comprend celui de toute personne exécutant quelque une ou plusieurs des opérations participantes, incidentes ou connexes à la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en parties ou finies avec papier, fibre, bois, ou carton et de toutes autres boîtes à base de pulpe ou papier non gaufré, sans égard à la couverture extérieure, que lesdites opérations soient effectuées en totalité ou en partie par le même employeur ou par plusieurs employeurs, qu'elles soient effectuées en totalité ou en partie dans un ou plusieurs ateliers spécialisés, entreprises privées, industrielles ou commerciales ou dans tout autre établissement, qu'elles constituent le commerce principal de l'employeur ou soient secondaire ou complémentaires à tout autre commerce ou occupation, et que lesdites boîtes soient

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19th, 1951, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. The name of the contracting party of the second part will be changed to read as follows:

"Le Syndicat catholiques de la Boîte de Carton de Québec Inc."

2. Subsection "b" of section I will be replaced by the following:

"b) *Professional jurisdiction*: The present decree governs and rules any work of the same nature or kind as that contemplated by this decree.

The work contemplated by this decree comprises the work of all persons performing any or many of the operations being part of, related to or connected with the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with paper, fibre wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material, regardless of exterior covering, whether said operations are performed completely or in part by the same employer or by several employers, whether they are performed completely or in part in one or several trade plants, private, industrial, commercial or any other establishments, whether such operations constitute the principal business of the employer or are accessory or complementary to any other business or enterprise and whether the said boxes are manufactured for the purposes of sale

fabriquées pour fins de vente à d'autres consommateurs ou exclusivement pour la propre consommation de l'employeur.

Sans limiter la généralité des termes du paragraphe précédent, le formage et l'assemblage des boîtes de carton sont des opérations comprises dans la juridiction professionnelle de ce décret.

Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré.

Le Comité paritaire s'en reporte à la classification de la Commission des Accidents du Travail qui détermine, pour fins de cotisation, si une industrie est essentiellement engagée dans la fabrication de la boîte de bois ou dans celle de la boîte de carton."

3° Les mots "et chauffeur" apparaissant au paragraphe "g" de l'article II seront biffés.

4° La classification suivante sera ajoutée au paragraphe "a" de l'article III:

"Salariés — Femmes:

<i>Département des boîtes rigides:</i>	
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes.....	\$0.71
Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes.....	0.67
<i>Département des boîtes pliantes:</i>	
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes.....	0.71
Fileuses, machine auto, à assembler ou former les boîtes.....	0.67"

5° Les mots "chauffeur de bouilloires" apparaissant au paragraphe "d" de l'article III seront biffés.

6° Les items concernant les chefs-mécaniciens et les mécaniciens de machines fixes, article III-d, seront remplacés par les suivants:

<i>"Chef mécanicien de machines fixes: par semaine</i>	
2ème classe catégorie A.....	\$55.36
3ème classe catégorie A.....	48.05
<i>Mécanicien de machines fixes: Par heure</i>	
3ème classe catégorie A.....	\$1.05
4ème classe catégorie A.....	0.99"

7° La classification suivante sera ajoutée au paragraphe "d" de l'article III:

"Salariés — Hommes

<i>Département des boîtes rigides:</i>	
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes.....	\$1.06
Préposé à la mise en train machine auto, à assembler ou former les boîtes.....	1.23
Fileur, machine auto, à assembler ou former les boîtes.....	0.95"
<i>Département des boîtes pliantes:</i>	
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes.....	\$1.06
Préposé à la mise en train machine auto, à assembler ou former les boîtes.....	1.23
Fileur, machine à assembler ou former les boîtes.....	0.95"

8° Les mots "chauffeurs" apparaissant au paragraphe "a-2" de l'article IV seront biffés.

9° Le paragraphe "b" de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

"b) Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes sont payées au taux du salaire régulier: Le jour de Noël, le Premier de l'An, l'Épiphanie, la St-Jean Baptiste ou la Confédération, au choix de l'employeur, la fête du Travail et l'Immaculée Conception. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées, le salarié doit avoir travaillé ou avoir été à la disposition de son employeur la veille et le lendemain desdites fêtes. Cependant, si une de ces fêtes tombe dans une semaine de vacances payées, ladite fête devra être payée à temps double ou compensée par une journée additionnelle de vacances."

to other consumers or for the exclusive use of the employer.

Without limiting the generality of the preceding paragraph, the forming and assembling of these boxes are operations comprised in the professional jurisdiction of this decree.

However, the present decree does not apply to manufacturing of corrugated paper boxes.

The Parity Committee shall refer to the classification of the Workmen's Compensation Commission which determines, for purposes of assessment, whether an industry is essentially engaged in the manufacturing of wooden or paper boxes."

3. The words "and fireman" mentioned in subsection "g" of section II will be deleted.

4. The following classification will be added to subsection "a" of section III:

<i>"(Female) employees:</i>	
<i>Set-up Department</i>	
Box assembling or forming machine operator.....	\$0.71
Feeder, Auto Box assembling or forming machine.....	0.67
<i>Folding Box Department:</i>	
Box assembling or forming machine operator.....	0.71
Feeder, auto box assembling or forming machine.....	0.67"

5. The words "boiler fireman" mentioned in subsection "d" of section III will be deleted.

6. The items concerning Chief enginemen and stationary enginemen, section III-d, will be replaced by the following:

<i>"Chief stationary engineman: Per week</i>	
2nd class, category A.....	\$55.36
3rd class, category A.....	48.05
<i>Stationary engineman: Per hour</i>	
3rd class, category A.....	\$1.05
4th class, category A.....	0.99"

7. The following classification will be added to subsection "d" of section III:

<i>"(Male) employees:</i>	
<i>Set-up Box Department:</i>	
Box assembling or forming machine operator.....	\$1.06
Auto, box assembling or forming machine make ready man.....	1.23
Feeder, auto box assembling or forming machine.....	0.95
<i>Folding Box Department:</i>	
Box assembling or forming machine operator.....	\$1.06
Auto box assembling or forming machine make ready man.....	1.23
Feeder, auto box assembling or forming box machine.....	0.95"

8. The word "firemen" mentioned in subsection "a-2" of section IV will be deleted.

9. Subsection "b" of section VIII will be replaced by the following:

"b) When the following holidays on a work day and are not worked, they shall be paid at the regular rate of pay: Christmas Day, New Years' Day, Epiphany Day, St-Jean Baptiste or Confederation Day, at the option of the employer, Labour Day and Immaculate Conception Day. However, to be entitled to those holidays with pay, the employee shall work, or be at the disposal of his employer the day before and the day after such holidays. However, when one of the above holidays falls in a week of vacation with pay, the said holiday shall be paid double time or be replaced by an additional day of vacation."

10° Le paragraphe "a" de l'article IX sera remplacé par le suivant:

"a) *Jours chômés*: Lorsque travaillés, les jours suivants sont payés à temps double: Les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Toutefois l'employeur qui aura chômé l'une des fêtes de la St-Jean Baptiste ou de la Confédération pourra faire travailler à l'autre de ces fêtes à temps simple."

11° Le paragraphe "b-iv" de l'article IX sera remplacé par le suivant:

"iv. Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le salarié revient immédiatement reprendre sa position à la demande de l'employeur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 16 juillet 1955.

40267-o

10. Subsection "a" of section IX will be replaced by the following:

"a) *Days kept as holidays*: The following days, when worked, shall be paid double time: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday until noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, employers who have not worked neither St. John the Baptist or Confederation Day may work the other holiday at straight time."

11. Subsection "b-iv" of section IX will be replaced by the following:

"iv. The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing of annual, vacation periods, of terms of notice, of authorized absences, when during these days, the employee comes back to work immediately if so requested by the employer."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 16th, 1955.

40267-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, le 8 juin 1955.

MM. Paul Gérin et Roger Bouchard, tous deux avocats et membres du Bureau de la province, pratiquant comme tels à Coaticook, comté de Stanstead, conseils en loi de la Reine.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 8 juin 1955.

Docteur Sarto Sirois, médecin régional à l'emploi du ministère de la Santé, à Rivière-du-Loup: commissaire "*per dedimus potestatem*".

40252-o

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, has been pleased to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, June 8, 1955.

Messrs Paul Gérin and Roger Bouchard, both advocates and members of the Bar of the Province, practising as such in Coaticook, County of Stanstead: Queen's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointment:

Quebec, June 8, 1955.

Doctor Sarto Sirois, district Health Office for the Department of Health, at Rivière-du-Loup; Commissioner "*per dedimus potestatem*".

40252

Appointments

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ÉLISABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT:

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

PROCLAMATION

ATTENDU que pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le seize novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le sixième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-cinq et de Notre Règne le quatrième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
40279-28-18-o ANTOINE LEMIEUX.

PROCLAMATION

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the sixteenth day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the sixth day of July, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-five and fourth year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at
40279-28-18 Quebec.

Sièges sociaux

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL

Avis

Avis est donné que la compagnie "Pierre Raby Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 mars 1955, et ayant son bureau principal dans la cité d'Outremont, a établi son bureau au numéro 237 de la rue Bloomfield.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné aux Trois-Rivières, ce 4e jour de juillet 1955.

Le Président,
40273-o PIERRE RABY.

(P.G. 10869-54)
STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Standard Motors (Quebec) Limited constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mars 1954 et ayant son siège social en la cité de Montréal, où, jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 360 ouest, rue St-Jacques, l'a transporté à 112 rue River en la cité de Verdun.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Verdun, ce 24e jour de février 1955.

(Sceau) Le Secrétaire,
40285 I. G. WAHN.

Head Offices

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice

Notice is given that the company "Pierre Raby Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated March 28th, 1955, and having its head office in the city of Outremont, has established its office at number 237 Bloomfield Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 4th day of July 1955.

40273 PIERRE RABY,
President.

(A.G. 10869-54)
STANDARD MOTORS (QUEBEC) LIMITED

Notice is hereby given that Standard Motors (Quebec) Limited incorporated by letters patent on March 25, 1954 and having its head office in the City of Montreal where its head office was situated up to today at 360 St. James Street West, has moved it to 112 River Street in the City of Verdun.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Verdun this 24th, day of February, 1955.

(Seal) I. G. WAHN,
40285-o Secretary.

Soumissions

Province de Québec
VILLE DE BLACK LAKE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Sou-

Tenders

Province of Québec
TOWN OF BLACK LAKE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be

missions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-O. Laplante, secrétaire-trésorier, C.P. 41, Hôtel de Ville, Black Lake, Cté Mégantic, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 1er août 1955, pour l'achat de \$167,000 d'obligations de la ville de Black Lake, comté de Mégantic, datées du 1er juillet 1955 et remboursables par séries du 1er juillet 1956 au 1er juillet 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 151 — Travaux d'aqueduc et d'égouts, voirie, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$167,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1956	\$ 5,500.00
1er juillet 1957	6,000.00
1er juillet 1958	6,000.00
1er juillet 1959	6,500.00
1er juillet 1960	6,500.00
1er juillet 1961	7,000.00
1er juillet 1962	7,000.00
1er juillet 1963	7,500.00
1er juillet 1964	7,500.00
1er juillet 1965	8,000.00
1er juillet 1966	8,000.00
1er juillet 1967	8,500.00
1er juillet 1968	9,000.00
1er juillet 1969	9,500.00
1er juillet 1970	9,500.00
1er juillet 1971	10,000.00
1er juillet 1972	10,500.00
1er juillet 1973	11,000.00
1er juillet 1974	11,500.00
1er juillet 1975	12,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Black Lake, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1er août 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Black Lake, comté de Mégantic.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Black Lake, (Comté de Mégantic), ce 27 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-O. LAPLANTE.

C.P. 41, Hôtel de Ville, Black Lake,
(Cté Mégantic), P.Q. 40271-0

received by the undersigned J. O. Laplante, Secretary-Treasurer, P.O.B. 41, Town Hall, Black Lake, County Megantic, until 8 o'clock p.m., Monday, August 1st, 1955, for the purchase of an issue of \$167,000 of bonds of the Town of Black Lake, County of Megantic, dated July 1st, 1955 and redeemable serially from July 1st, 1956 to July 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 151 — Labor on waterworks and sewers, roads, etc.

For purposes of adjudication only, computation of interest shall be made as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$167,000 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1956	\$ 5,500.00
July 1st, 1957	6,000.00
July 1st, 1958	6,000.00
July 1st, 1959	6,500.00
July 1st, 1960	6,500.00
July 1st, 1961	7,000.00
July 1st, 1962	7,000.00
July 1st, 1963	7,500.00
July 1st, 1964	7,500.00
July 1st, 1965	8,000.00
July 1st, 1966	8,000.00
July 1st, 1967	8,500.00
July 1st, 1968	9,000.00
July 1st, 1969	9,500.00
July 1st, 1970	9,500.00
July 1st, 1971	10,000.00
July 1st, 1972	10,500.00
July 1st, 1973	11,000.00
July 1st, 1974	11,500.00
July 1st, 1975	12,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Black Lake, county of Megantic.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 1st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Black Lake, county of Megantic.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Black Lake, (County of Megantic) June 27, 1955.

J. O. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 41, Town Hall, Black Lake,
(County of Megantic), P.Q. 40271

Province de Québec

VILLAGE DE MASSON
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Rémi Lavergne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, B.P. 337, Masson, comté de Papineau, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 2 août 1955, pour l'achat de \$54,000 d'obligations du village de Masson, comté de Papineau, datées du 1er septembre 1955 et remboursables par séries du 1er septembre 1956 au 1er septembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Deuxième tranche du règlement N° 129 au total de \$90,000 — Aqueduc, égouts, rues, trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$54,000.00 — 14 ans

Année	Capital
1er septembre 1956.....	\$3,000.00
1er septembre 1957.....	3,500.00
1er septembre 1958.....	3,500.00
1er septembre 1959.....	3,500.00
1er septembre 1960.....	4,000.00
1er septembre 1961.....	3,500.00
1er septembre 1962.....	3,500.00
1er septembre 1963.....	3,500.00
1er septembre 1964.....	4,000.00
1er septembre 1965.....	4,000.00
1er septembre 1966.....	4,000.00
1er septembre 1967.....	4,500.00
1er septembre 1968.....	4,500.00
1er septembre 1969.....	5,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Masson, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, Ottawa, Toronto, Hull ou Masson, comté de Papineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 2 août 1955, à 8 heures p.m., en l'Hôtel de Ville Masson, comté de Papineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Masson, (Comté de Papineau), ce 11 juillet 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
RÉMI LAVERGNE.

Hôtel de Ville, B.P. 337,
Masson,
(Comté Papineau), P.Q.

40259-o

Province of Quebec

VILLAGE DE MASSON
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Rémi Lavergne, Secretary-Treasurer, Town Hall, P.O.B., 337, Masson, county of Papineau, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 2nd, 1955, for the purchase of an issue of \$54,000.00 of bonds of the village of Masson, county of Papineau, dated September 1st, 1955 and redeemable serially from September 1st, 1956 to September 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Second group of by-law No. 129 to the total of \$90,000 — Waterworks, sewers, streets, sidewalks, etc.

For purposes of adjudication only, computation of interest will be made as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$54,000.00 — 14 years

Year	Capital
September 1st, 1956.....	\$3,000.00
September 1st, 1957.....	3,500.00
September 1st, 1958.....	3,500.00
September 1st, 1959.....	3,500.00
September 1st, 1960.....	4,000.00
September 1st, 1961.....	3,500.00
September 1st, 1962.....	3,500.00
September 1st, 1963.....	3,500.00
September 1st, 1964.....	4,000.00
September 1st, 1965.....	4,000.00
September 1st, 1966.....	4,000.00
September 1st, 1967.....	4,500.00
September 1st, 1968.....	4,500.00
September 1st, 1969.....	5,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Masson, county of Papineau.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Ottawa, Toronto, Hull or Masson, county of Papineau.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 2nd, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall, Masson, county of Papineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Masson, (County of Papineau), July 11th, 1955.

RÉMI LAVERGNE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B., 337,
Masson,
(County of Papineau) P.Q.

40259

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE VILLE LASALLE
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Albert Gravel, secrétaire-trésorier, 7,644 rue Édouard, Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 1er août 1955, pour l'achat de \$1,230,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er mai 1955 et remboursables par séries du 1er mai 1956 au 1er mai 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 7 février 1955 — \$600,000 — construction de l'école Leroux; Résolution d'emprunt en date du 4 avril 1955 — \$300,000 — achat de terrains; et Résolution d'emprunt en date du 4 avril 1955 — \$330,000 — agrandissement de l'école St-Télesphore.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$1,230,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1956	x \$58,000.00
1er mai 1957	x 60,000.00
1er mai 1958	x 61,000.00
1er mai 1959	x 63,000.00
1er mai 1960	x 66,000.00
1er mai 1961	x 68,000.00
1er mai 1962	x 70,000.00
1er mai 1963	x 72,000.00
1er mai 1964	51,000.00
1er mai 1965	52,000.00
1er mai 1966	53,000.00
1er mai 1967	53,000.00
1er mai 1968	56,000.00
1er mai 1969	59,000.00
1er mai 1970	60,000.00
1er mai 1971	61,000.00
1er mai 1972	64,000.00
1er mai 1973	65,000.00
1er mai 1974	68,000.00
1er mai 1975	70,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$200,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$25,000 chacun, de 1956 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau de cette même banque dans la cité de Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF LASALLE
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Albert Gravel, secretary-treasurer, 7,644 Édouard Street, town of SaSalle, County of Jacques Cartier, until 8 o'clock p.m., Monday August 1st, 1955 for the purchase of an issue of \$1,230,000 of bonds of the School Commissioners for the Town municipality of Town of LaSalle, County of Jacques Cartier, dated May 1st, 1955 and redeemable serially from May 1st, 1956 to May 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st, and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to marities.

Loan Resolution dated February 7, 1955 — \$600,000 — Erection of Leroux School; Loan Resolution dated April 4, 1955 — \$300,000 — Buying of land; and Loan Resolution dated April 4, 1955 — \$330,000 — Extension to St. Telesphore school.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,230,000 — 20 years.

Year	Capital
May 1st, 1956	x \$58,000.00
May 1st, 1957	x 60,000.00
May 1st, 1958	x 61,000.00
May 1st, 1959	x 63,000.00
May 1st, 1960	x 66,000.00
May 1st, 1961	x 68,000.00
May 1st, 1962	x 70,000.00
May 1st, 1963	x 72,000.00
May 1st, 1964	51,000.00
May 1st, 1965	52,000.00
May 1st, 1966	53,000.00
May 1st, 1967	53,000.00
May 1st, 1968	56,000.00
May 1st, 1969	59,000.00
May 1st, 1970	60,000.00
May 1st, 1971	61,000.00
May 1st, 1972	64,000.00
May 1st, 1973	65,000.00
May 1st, 1974	68,000.00
May 1st, 1975	70,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$200,000 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$25,000 each, from 1956 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at the Town of LaSalle, County of Jacques Cartier.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the office of this same bank, in the City of Toronto.

The said bonds are, under the authority of chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption,

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er août 1955, à 8 heures p.m., en l'école Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Ville LaSalle, comté de Jacques-Cartier.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle, (Comté de Jacques-Cartier), ce 30 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,
ALBERT GRAVEL,

7,644 rue Édouard, Ville LaSalle,
(Cté Jacques-Cartier), P.Q. 40258-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE
ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, André-A. Ross, secrétaire-trésorier, C.P. 454, 287 rue St-Germain, Rimouski, comté de Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 1er août 1955, pour l'achat de \$168,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Germain-de-Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er juin 1955 et remboursables par séries du 1er juin 1956 au 1er juin 1975 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 avril 1955, telle que modifiée — Construction de deux écoles élémentaires.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1955.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$168,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1956.....	x\$19,500.00
1er juin 1957.....	x 20,000.00
1er juin 1958.....	x 21,000.00
1er juin 1959.....	x 22,000.00
1er juin 1960.....	3,500.00
1er juin 1961.....	4,000.00
1er juin 1962.....	4,000.00
1er juin 1963.....	4,500.00
1er juin 1964.....	4,500.00
1er juin 1965.....	4,500.00
1er juin 1966.....	5,000.00
1er juin 1967.....	5,000.00
1er juin 1968.....	5,500.00
1er juin 1969.....	5,500.00
1er juin 1970.....	6,000.00
1er juin 1971.....	6,000.00
1er juin 1972.....	6,500.00
1er juin 1973.....	6,500.00
1er juin 1974.....	7,000.00
1er juin 1975.....	7,500.00

the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 1st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Notre-Dame-du-Sacré-Cœur School, Town of LaSalle, County of Jacques Cartier.

The School Commissioners are not bound to accept the highest or any of the tenders.

Town of LaSalle (County of Jacques Cartier), this June 30th, 1955.

ALBERT GRAVEL,
Secretary-Treasurer.

7,644 Édouard Street, Town of LaSalle,
(Cty. Jacques Cartier), P.Q. 40258

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
ST-GERMAIN-DE-RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned André A. Ross, Secretary-Treasurer, P.O.B. 454, 287, St-Germain St., Rimouski, county of Rimouski, until 8 o'clock p.m., Monday, August 1st, 1955, for the purchase of an issue of \$168,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of St-Germain-de-Rimouski, county of Rimouski, dated June 1st, 1955 and redeemable serially from June 1st, 1956 to June 1st, 1975 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated April 19th, 1955, as amended — The construction of two elementary schools.

For purposes of adjudication only, computation of interest will be made as from September 1st, 1955.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$168,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1956.....	x\$19,500.00
June 1st, 1957.....	x 20,000.00
June 1st, 1958.....	x 21,000.00
June 1st, 1959.....	x 22,000.00
June 1st, 1960.....	3,500.00
June 1st, 1961.....	4,000.00
June 1st, 1962.....	4,000.00
June 1st, 1963.....	4,500.00
June 1st, 1964.....	4,500.00
June 1st, 1965.....	4,500.00
June 1st, 1966.....	5,000.00
June 1st, 1967.....	5,000.00
June 1st, 1968.....	5,500.00
June 1st, 1969.....	5,500.00
June 1st, 1970.....	6,000.00
June 1st, 1971.....	6,000.00
June 1st, 1972.....	6,500.00
June 1st, 1973.....	6,500.00
June 1st, 1974.....	7,000.00
June 1st, 1975.....	7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$77,040, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$19,260 chacun, de 1956 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 1er août 1955, à 8 heures p.m., au centre des loisirs, Rimouski.

Le commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 27 juin 1955.

Le Secrétaire-trésorier,

ANDRÉ-A. ROSS.

C.P. 454, 287, rue St-Germain,

Rimouski,

(Comté de Rimouski), P.Q. 40260-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$77,040 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$19,260 each, from 1956 to 1959 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Rimouski.

The said bonds are, under the authority of chapter 212. Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 1st, 1955, at 8 o'clock p.m., at the Recreational Center, Rimouski.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), June 27th, 1955.

ANDRÉ A. ROSS,

Secretary-Treasurer.

P.O.B. 454, 287 St-Germain St.,

Rimouski,

(County Rimouski) P.Q. 40260

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Chicoutimi, Cour Supérieure, (En matière de faillite). Dans l'affaire de l'actif de: Louis-Joseph Jean, Jean-Yves Jean et Camille Jean, meuniers et faisant affaires sous les nom et raison sociale de "Meunerie St-Marc Enr.", rang St-Anicet, Bagotville, Qué., débiteurs;

AVES DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: JEUDI, le 18 AOÛT 1955, à 2.30 heures p.m., sera vendu par encan public, à la porte de l'Église de la paroisse St-Alphonse de Bagotville, l'immeuble suivant:

Item A: Un terrain ou emplacement de forme irrégulière étant tout le terrain compris entre le chemin public et la ligne du chemin de fer pour une partie et la profondeur du lot pour l'autre partie, lequel terrain fait partie des lots connus et désignés sous les numéros cinq cent vingt-neuf et cinq cent trente (Ptie. 529 & 530) au cadastre officiel de la paroisse de St-Alphonse, borné et compris dans les limites suivantes: En front, vers le nord partie au chemin public ou route N° 16-B ou boulevard Talbot, et partie au terrain de Mme Germaine Duval, épouse de M. Joseph Boily, en profondeur, vers le sud partie au terrain de la Compagnie du Chemin de fer Roberval-Saguenay et partie au trait carré

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Chicoutimi, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of the assets of Louis-Joseph Jean, Jean-Yves Jean and Camille Jean, millers and carrying on business under the name and style of "Meunerie St-Marc Enr.", St-Anicet Range, Bagotville, Que., Debtors;

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: THURSDAY, AUGUST EIGHTEENTH, 1955, at TWO THIRTY, o'clock p.m., shall be sold by public auction at the church door of the parish of St-Alphonse of Bagotville, the following immovable:

Item A: A lot of land or emplacement of irregular form being all the land as found between the public highway and the railway line for one part and the depth of lot for the other part, which lot of land forms part of lots known and designated under numbers five hundred and twenty-nine and five hundred and thirty (Pt. 529 and 530) on the official cadastre of the parish of St-Alphonse, bounded and comprised within the following limits: In front, on the North, partly by the public highway or route No. 16-B or Boulevard Talbot, and partly by the land of Mrs. Germaine Duval, wife of Mr. Joseph Boily, in depth, on the South, partly by the land of the Roberval-Saguenay Railway

de ces lots, d'un côté, vers l'ouest partie à la route du rang St-Pierre et partie au terrain de Mme Germaine Duval susnommée, et de l'autre côté, vers l'est au terrain de M. Joseph-Arthur et Guy Tremblay, le tout avec bâtisses, circonstances et dépendances.

L'immeuble ci-haut décrit sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charge des rentes et répartitions d'églises qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux syndics soussignés, 111, Côte de la Montagne, Québec.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif et conformément à un jugement rendu par Me Léonidas Gagné, registraire des Faillites.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, ce 13 juillet 1955.

Les Syndics,
JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
111, Côte de la Montagne, Québec, Que.
40287-28-20

Company and partly by the "trait-carré" of these lots, on one side, on the West, partly by the route of Range "St-Pierre" and partly by the land of Mrs. Germaine Duval above named, and on the other side, on the East, by the land of Mr. Joseph-Arthur and Guy Tremblay, the whole with buildings, circumstances and dependencies.

The immoveable above described shall be offered to the highest and last bidder, with ground rents which may exist and distributions for the church which may exist.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the undersigned trustees, 111 Mountain Hill, Quebec.

This sale is carried out in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also with section 55 of the Bankruptcy Act 1949. This sale is equivalent to a sale by Sheriff, and in conformity with judgment rendered by Me Léonidas Gagné, Registrar for Bankruptcy.

Conditions of payment: cash.
Québec, July 13, 1955.

JOSEPH MARMETTE & RENÉ LEFAIVRE.
Trustees.
111, Mountain Hill, Quebec, Que. 40287-28-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE MONTRÉAL-NORD
(Comté Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI le (10) DIXIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-cinq (1955) à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 7 juillet 1955, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, art. 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF MONTREAL NORTH
(County of Laval)

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal North, on WEDNESDAY (10) the TENTH of AUGUST, nineteen hundred and fifty-five at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated July 7th, 1955, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Mme (Mrs.) J. F. Bragg.....	29.....	728, 729, 730.
Victor Massicotte.....	31.....	228, 229.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected).
M. & Mme (Mr. & Mrs.) Frs. Thibault.....	31.....	253.
Chs. A. Bamlett.....	31.....	397, 398.
Mme (Mrs.) Sylvestre Luisi.....	38.....	1053, 1054, 1055.
(avec bâtisses dessus érigées)		(with buildings thereon erected).
Thomas Murphy.....	48.....	1056.
(avec bâtisse dessus érigée).....		8-2.
René Turcotte.....	59.....	(with building thereon erected).
(avec bâtisse dessus érigée)		27.
Maurice Pommier.....	61.....	(with building thereon erected).
W. Ramios.....	77a.....	209, 210.
Philippe Muzoff.....	97.....	55.
		187.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce douzième (12) jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-cinq (1955).

Le Secrétaire-trésorier,
40288-28-2-o RENÉ BERGERON, C.A.

Province de Québec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère en l'Hôtel de Ville de la ville de la Pointe-aux-Trembles, MARDI, le NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-cinq (1955) à, DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par résolution adoptée à sa séance, du 29 juin 1955, a autorisé la ville à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des Cités et Villes, tel que modifié par la Loi 24, George V, chapitre 33, section 3.

Given at the Town of Montreal North, this 12th, day of July, nineteen hundred and fifty-five (1955).

RENÉ BERGERON, C.A.,
40288-28-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
County of Laval

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Office of the Council, at the Town-Hall of the town of Pointe-aux-Trembles, on TUESDAY, the NINTH day of the month of AUGUST, nineteen hundred and fifty-five (1955), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a resolution adopted at its meeting on June 29th, 1955, authorized the town to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immovables, pursuant to the provisions of article 550 of the cities and town's Act, as amended by the Law 24th, George V, chap. 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Bélanger, J. Doria	199	10.
Cozzolino, Thomas	45	335.
Cardinal, Joseph	184	70, 80.
Folker Karl	182	229, 230.
Fortin, Amédée	199	531.
A distraire dudit lot la partie vendue à la ville de la Pointe-aux-Trembles pour l'ouverture et l'établissement de la rue Sherbrooke suivant acte enregistré au Bureau d'Enregistrement de Montréal, le 21 décembre 1937, sous le numéro 425138.		
Fortin, Amédée	199	532.
Leclerc Philomène, épouse de - wife of J.-E. Desjardins	180	72.
Masse, Lucille et-and Denise	181	827.
Mignault Cécile, épouse de-wife of Antonio Lusier	199	388 à-to 393 incl.
Millaire, L. J. P. Succ.	180	106 à-to 109 incl.
Nolin, René	206	420, 421.
Tellier, Lorenzo	210	133 à-to 136 incl.
Vallières, Georges	206	321.
Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.		
Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées auxdits immeubles.		
To be detached from the said lot the part sold to the Town of Pointe-aux-Trembles for the opening and the establishment of Sherbrooke Street by deed registered at the Registry Office in Montreal, on the 21st day of December 1937, under the number 425138.		
The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the town of Pointe-aux-Trembles.		
The said sale will be made, with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.		

Donné en la ville de la Pointe-aux-Trembles, ce onzième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-cinq.
(Vraie copie)

Le Secrétaire-trésorier,
40274-28-2-o PAUL A. TRUDEAU.

Province de Québec

CITÉ DE SAINT-MICHEL
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront ven-

Given at the town of Pointe-aux-Trembles, this eleventh day of July, nineteen hundred and fifty-five.

(True copy).

PAUL A. TRUDEAU,
40274-28-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF ST. MICHEL
County of Laval

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by

dues à l'enchère, à l'Hôtel-de-Ville de la cité de Saint-Michel, JEUDI, le (11) ONZIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-cinq (1955) à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens, ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec par décision en date du 27 juin 1955 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chapitre 33, section 3.

public auction at the office of the city of St. Michel, on THURSDAY, the (11th) ELEVENTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-five (1955) at TEN o'clock in the forenoon daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs, be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 27th, 1955, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Geo. V, Chap. 33, section 3.

Nom des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Alexandre Jackson.....	343.....	713.
Annette Picard.....	443.....	432.
Laval Transport Inc.....	474A.....	37, 38, 39, 40.

avec bâtisses dessus érigées.— with buildings thereon erected.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la Cité de Saint-Michel.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet, and situated in the city of St. Michel.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachés auxdits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la cité de Saint-Michel, ce (12) douzième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-cinq (1955).

Given at city of St. Michel, this (12th) twelfth day of the month of July, nineteen hundred and fifty-five (1955).

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
Vraie copie. A. E. CHEVRIER.
40280-28-2-o

(Seal) A. E. CHEVRIER,
True copy Secretary-Treasurer.
40280-28-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEDFORD

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Cour de Magistrat { WALTER BEAURE-
N° 3509 GARD, demandeur.
vs, EUGÈNE JACQUES,
defendeur.

Magistrate' Court { WALTER BEAURE-
No. 3509 GARD, plaintiff, vs
{ EUGÈNE JACQUES, de-
fendant.

Comme appartenant au défendeur.
"Le lot numéro 136 du Cadastre du canton de Bolton, et les bâtisses dessus érigées."

As belonging to the defendant.
"Lot number 136 of the cadastre of the township of Bolton, and the buildings thereon erected."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Barnadin de Waterloo, MERCREDI le DIX-SEPT AOÛT 1955 à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the catholic church door of St-Bernadin of Waterloo, WEDNESDAY, AUGUST SEVENTEENTH, 1955, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sweetsburg, Québec. Le Shérif, A. ST. MARTIN. 40282-28-2-o

Sheriff's Office, Court House, Sweetsburg, Quebec. A. ST. MARTIN, Sheriff. 40282-28-2

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

District de Chicoutimi

District of Chicoutimi

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
N° 19,399 DE BAGOTVILLE, so-
ciété coopérative régie par la
Loi coopérative de Québec, corps légalement

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 19,399 DE BAGOTVILLE, a
cooperative association gov-
erned by the Quebec Cooperative Act, a body

constitué ayant son siège social, rue Albert Bagotville, district de Chicoutimi, demandeur; vs JEAN-YVES JEAN, papetier, domicilié au rang Saint-Anicet, Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

"Un terrain ou emplacement de forme irrégulière, mesurant quatre-vingt-six pieds de front, cent pieds de largeur, en arrière, quatre-vingt-six pieds de profondeur dans son côté est et soixante-sept pieds de profondeur dans son côté ouest, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-neuf (partie N° 529), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, borné comme suit: En front à l'ancien chemin qui passait à cet endroit, en arrière ainsi que du côté ouest à la balance de ce lot restant à M. Riverin, et du côté est, au terrain de M. Louis-Joseph Jean, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées. Avec droit pour le propriétaire dudit terrain de passer sur le terrain de M. Henri Riverin pour communiquer dudit terrain au chemin public."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse, de Bagotville, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1955, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, le 18 juin 1955.

40182-25-2-o

legally constituted having its head office on Albert Street, Bagotville, district of Chicoutimi, plaintiff; vs JEAN-YVES JEAN, paper maker, residing in range St. Anicet, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

"A piece of land or emplacement of irregular shape, measuring eighty-six feet in front, one hundred feet in width, in the rear, eighty-six feet in depth to the east side and sixty-seven feet in depth to the west side, forming part of lot of land known and designated under number five hundred and twenty-nine (part No. 529), on the official cadastre of the parish of St. Alphonse, bounded as follows: In front by the former road which passed at that place, in the rear as well as to the west side by the residue of said lot remaining with Mr. Riverin, and to the east side, by the land of Mr. Louis-Joseph Jean, together with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Such as the whole appears presently, with active and passive servitudes, apparent and unapparent attaching thereto. The proprietor of said land having the right to pass on the land of Mr. Henri Riverin in order to commute between said land and the public road."

To be sold at the parochial church door of St. Alphonse, of Bagotville, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Chicoutimi, June 18th, 1955.

40182-25-2

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { CAISSE POPULAIRE DE N° 19,398. BAGOTVILLE, société coopérative régie par la loi coopérative de Québec, corps légalement constitué ayant son siège social à rue Albert, Bagotville, district de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS JOSEPH JEAN, papetier, domicilié au rang St-Anicet Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

"Un terrain ou emplacement mesurant cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, faisant partie des lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent vingt-neuf et cinq cent trente (Ptie Nos 529 & 530) au cadastre officiel de la paroisse de St-Alphonse, borné et compris dans les limites suivantes: En front vers le sud, au chemin public, en arrière, vers le nord, partie à la balance du lot cinq cent vingt-neuf et partie à la balance du lot cinq cent trente restant à Henrie Riverin, d'un côté vers l'est à la balance du lot numéro cinq cent trente, et de l'autre côté vers l'ouest à la balance du lot numéro cinq cent vingt-neuf, ledit terrain étant localisé vingt-cinq pieds de largeur sur chacun desdits lots, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Tel que le tout est actuellement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse, de Bagotville, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET 1955, à DEUX heures TRENTE minutes de l'après-midi (2:30 hres p.m.).

Le Shérif,

RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,

Chicoutimi, le 18 juin 1955.

40181-25-2-o

District of Chicoutimi

Superior Court, { CAISSE POPULAIRE DE No. 19,398. BAGOTVILLE, cooperative association governed by the Québec Corporative Act, a body legally incorporated having its head office on Albert Street, Bagotville, district of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS JOSEPH JEAN, papermaker, domiciled in Range St-Anicet, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

"A lot of land or emplacement measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, forming part of lots of land known and designated under numbers five hundred and twenty-nine and five hundred and thirty (Pt. Nos. 529 and 530) on the official cadastre of the parish of St-Alphonse, bounded and comprised within the following limits.— In front on the south, by the public highway, in rear, on the north, partly by the remainder of lot five hundred and twenty-nine and partly by the balance of lot five hundred and thirty remaining to Henrie Riverin, on one side towards the east, by the balance of lot five hundred and thirty, and on the other side, on the west, by the remainder of lot number five hundred and twenty-nine, the said lot of land being situate twenty-five feet in width upon each of the said lots, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

As the whole is to be found presently, with the servitudes, active and passive, apparent and unapparent thereto attached."

To be sold at the parochial church door of St-Alphonse of Bagotville, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of JULY, 1955, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon (2:30 o'clock p.m.).

RENÉ DELISLE,

Sheriff.

Sheriff's office,

Chicoutimi, June 18, 1955.

40181-25-2

HULL

District de Hull

Cour Supérieure, { **G. E. ÉTHIER**, garagiste,
N° 3673. { domicilié et résidant à
Maniwaki, comté de Gati-
neau, district de Hull, demandeur; vs **ALPHON-
SE DÉNOMMÉ**, cultivateur, domicilié et rési-
dant à Blue Sea, district de Hull, défendeur.

Le lot numéro huit (8) du septième rang, aux
plan et livre de renvoi officiels pour le canton de
Bouchette, avec les bâtisses y érigées, moins
cependant et à déduire dudit lot:

a) Partie appartenant à Daniel Courchaine
ou représentants, telle que décrite dans une vente
consentie audit Daniel Courchaine par J. Napoléon
Fortin, enregistrée le 16 juin 1939, sous No.
5605.

b) Partie vendue par Alphonse Dénommmé à
Patrice Tremblay, en vertu d'une vente enregist-
trée le 10 juillet 1942, sous le N° 9346.

c) Partie vendue par Alphonse Dénommmé à
Alain St. Jacques, en vertu d'une vente enregist-
trée le 26 novembre 1949, sous le No. 23823.

d) Partie cédée par Alphonse Dénommmé à
Jean-Marie Dénommmé, en vertu d'une donation
enregistrée le 5 décembre 1949, sous le N° 23855.

e) Partie cédée par Alphonse Dénommmé à
Gilles Dénommmé, en vertu d'une donation enre-
gistrée le 5 décembre 1949, sous le N° 23856.

f) Partie cédée par Alphonse Dénommmé à Guy
Dénommmé, en vertu d'une donation enregistrée le
15 décembre 1949, sous le N° 23927.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Félix de Blue Sea Lake, district de
Hull, le VINGT-TROISIÈME jour du mois
d'AOÛT 1955, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, ce 11 juillet 1955. R. ST-PIERRE.
40275-28-2-o

District de Hull

Cour Supérieure, { **J. G. BISSON CONSTRUC-
N° 3517** { TION & ENGINEER-
ING CO. LTD., corps politi-
que et incorporé, ayant son bureau d'affaires
en les cité et district de Hull, demanderesse, vs
ÉDOUARD GALIPEAU, journalier, de 155
rue Amherst, cité et district de Hull, défendeur.

"Un immeuble connu et désigné comme étant
composé du lot numéro quatre-cent-dix-sept de
la subdivision officielle du lot numéro deux cent
quarante-sept (247-417) aux plan et livre de
renvoi du quartier un de la cité de Hull, province
de Québec, avec toutes les bâtisses y érigées, cir-
constances et dépendances, numéro 155 rue
Amherst, Hull."

Pour être vendu en mon bureau en la cité
de Hull, le DIX-SEPT AOÛT 1955, à ONZE
heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, ce 6 juillet 1955. R. ST. PIERRE.
40263-28-2-o

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, { **HERVÉ JANELLE**, com-
N° 7932 { mercant de la paroisse
de St-Cyprien de Napierville,
district d'Iberville, demandeur, vs **GRÉGOIRE**

HULL

District of Hull

Superior Court, { **G. E. ÉTHIER**, garage-
No. 3673. { keeper, domiciled and
residing at Maniwaki, county
of Gatineau, district of Hull, plaintiff; vs **AL-
PHONSE DÉNOMMÉ**, farmer, domiciled and
residing at Blue Sea, district of Hull, defendant.

Lot number eight (8), range seven, of the official
plan and book of reference for the township of
Bouchette, with buildings erected thereon, save
and except however, to be deducted from said
lot:

a) That part belonging to Daniel Courchaine
or representatives, such as described in a sale
consented by J. Napoléon Fortin to the said
Daniel Courchaine, registered June 16th, 1939,
under No. 5605.

b) That part sold by Alphonse Dénommmé to
Patrice Tremblay, in accordance with a sale regis-
tered July 10th, 1942, under No. 9346.

c) That part sold by Alphonse Dénommmé to
Alain St. Jacques, in accordance with a sale
registered November 26th, 1949, under No.
23823.

d) That part transferred by Alphonse Dénom-
mmé to Jean Marie Dénommmé by virtue of a
donation registered December 5th, 1949, under
No. 23855.

e) That part transferred by Alphonse Dénom-
mmé to Gilles Dénommmé by virtue of a donation
registered December 5th, 1949, under No. 23856.

f) That part transferred by Alphonse Dénom-
mmé to Guy Dénommmé, by virtue of a donation
registered December 15th, 1949, under No. 23927.

To be sold at the Parochial Church door of
St. Félix of Blue Sea Lake, district of Hull, the
TWENTY-THIRD day of the month of AU-
GUST, 1955, at THREE o'clock in the after-
noon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
Hull, this July 11th, 1955. Sheriff.
40275-28-2

District of Hull

Superior Court, { **J. G. BISSON CONSTRUC-
No. 3517** { TION & ENGINEER-
ING CO., LTD, a body poli-
tic and corporate, having its place of business
in the city and district of Hull, plaintiff, vs
ÉDOUARD GALIPEAU, laborer, of 155 Am-
herst Street, city and district of Hull defendant.

"An immovable known and designated as
being composed of lot number four hundred
and seventeen of the official subdivision of lot
number two hundred and forty-seven (247-417)
on the plan and book of reference of ward one
on the city of Hull, Province of Quebec, with
all the buildings thereon erected, circumstances
and dependencies, number 155, Amherst Street,
Hull."

To be sold at my office in the city of Hull,
on AUGUST SEVENTEENTH, 1955, at ELE-
VEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, R. ST-PIERRE,
Hull, this 6th day of July, 1955. Sheriff.
40263-28-2

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, { **HERVÉ JANELLE**, dealer,
No. 7932 { of the parish of St-Cy-
prien of Napierville, district
of Iberville, plaintiff, vs **GRÉGOIRE DEX-**

DEXTRAZE, d'Iberville, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un terrain situé en la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, mesurant cinquante (50) pieds anglais de largeur, le long du rang St-Louis, par cent (100) pieds anglais de profondeur, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent quinze (115) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Georges d'Henryville sans bâtisses; ce terrain est aussi borné en front à l'ouest par le rang St-Louis, en profondeur, à l'est et au sud par le reste dudit lot appartenant à M. Jean Tougas, ou représentant, et, au nord, par une partie dudit lot appartenant à M. S. Mercier, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne de Sabrevois, VENDREDI le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOÛT, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **RICHARD MERCIER**,
Saint-Jean, le 6 juillet 1955. 40265-28-2-0

TRAZE, of Iberville, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant:

"A strip of land situate in the parish of Ste-Anne-de-Sabrevois, measuring fifty (50) English feet in width, along St-Louis range, by one hundred (100) English feet in depth, known and designated as being a part of lot number one hundred and fifteen (115) on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Georges of Henryville, without buildings, this land is also bounded in front on the West by range St-Louis, in depth, on the East and on the South, by the remainder of the said lot belonging to Mr. Jean Tougas, or representative; and, on the North, by a part of the said lot, belonging to Mr. S. Mercier, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne-de-Sabrevois, FRIDAY, the NINETEENTH day of the month of AUGUST, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **RICHARD MERCIER**,
Saint-John, July 6th, 1955. 40265-28-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal et celui d'Iberville
Cour Supérieure, { **JEAN-PAUL ARMAND BELLEY**, commerçant
N° 336148 { domicilié à East-Angus, district de St-François, demandeur, vs **ERNEST BONNEAU**, résidant au numéro 3882 de la rue DeRouen dans la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un lopin de terre situé en ladite paroisse de St-Alexandre, mesurant quatre arpents de largeur de l'est à l'ouest sur la profondeur de six cent quinze pieds anglais du nord au sud, connu comme étant l'extrême partie nord des deux terres connues sous les numéros cent quatre-vingt-onze et cent quatre-vingt-douze du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Alexandre, sans bâtisse, borné ce lopin de terre, au sud par le reste desdits Nos. 191 & 192, au nord par les terrains de l'acquéreur, à l'ouest à la terre d'un M. Galarneau et à l'est à la terre d'un M. Desnoyers."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Alexandre, JEUDI le DIX-HUITIÈME jour de AOÛT 1955 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **RICHARD MERCIER**,
Saint-Jean, le 6 juillet 1955. 40264-28-2-0

Canada — Province of Quebec
District of Montreal and that of Iberville
Superior Court, { **JEAN-PAUL ARMAND BELLEY**, dealer, domiciled at East-Angus, district of St-Francois, plaintiff, vs **ERNEST BONNEAU**, residing at number 3882 DeRouen Street in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

"A strip of land situate in the said parish of St-Alexandre, measuring four arpents in width from East to West by the depth of six hundred and fifteen English feet from North to South, known as being the extreme northern part of two farms known under the numbers of one hundred and ninety-one and one hundred and ninety-two of the official cadastre of the said parish of St-Alexandre, without building, this strip of land bounded on the South by the remainder of the said Nos. 191 & 192, on the North, by lots of lands of the purchaser, on the West, by the farm of a Mr. Galarneau and on the East, by the farm of a Mr. Desnoyers."

To be sold at the church door of the parish of St-Alexandre, THURSDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1955, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **RICHARD MERCIER**,
Saint-John, July 6th, 1955. 40264-28-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { **CORPORATION MUNICIPALE DE LA VILLE DE CHARLESBOURG**
No. 77,595. { contre **JEAN-BAPTISTE PARADIS** de Charlesbourg, comté de Québec, savoir:

Un emplacement situé au village de Charlesbourg, mesurant environ 75 pieds de largeur ou de front sur le chemin public sur une égale largeur à la profondeur, mesure anglaise sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public à l'est à aller à la terre de Xavier Bourbeau à l'ouest, borné ledit emplacement à l'est par le chemin public à l'ouest par la terre de Xavier Bourbeau, d'un côté au sud par le terrain de dame Veuve Roméo Rhéaume et de l'autre côté au nord par celui de

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { **MUNICIPAL CORPORATION OF THE TOWN OF CHARLESBOURG**, against **JEAN-BAPTISTE PARADIS** of Charlesbourg, county of Quebec, to wit:

An emplacement situate in the village of Charlesbourg, measuring approximately 75 feet in width or in front, on the public highway by an equal width in depth, English measure, by the width to be found starting from the public highway on the east as far as the farm of Xavier Bourbeau on the west, bounded by the said emplacement on the east by the public highway, on the west, by the farm of Xavier Bourbeau, on one side on the south, by the lot of land of Dame widow

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, { DAME DÉLIA GAGNÉ,
N° 8985. { veuve non remariée de
EUSÈBE DARVEAU, domiciliée en les cité et district de Saint-Hyacinthe; demanderesse; vs SIMONNE FORTIN, domiciliée à 5018, Blvd St-Laurent, en les cité et district de Montréal, veuve non remariée de feu Théodule Corbeil, agissant au nom et comme tutrice de ANDRÉ CORBEIL, enfant mineur issu du mariage de feu THÉODULE CORBEIL et de Dame SIMONNE FORTIN, également domicilié à 5018, Blvd St-Laurent, défenderesse ès qualité;

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse ès qualité: Un immeuble situé au village de La Providence, à l'angle des rues St-Michel et St-Pierre, comprenant: un terrain faisant partie des lots cent onze et cent dix (Pts 111-110) au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, mesurant trente-sept pieds de largeur au front, le long de la rue St-Michel, sur soixante-cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins; limité: au front, par la rue St-Michel; à la profondeur par d'autres parties desdits lots restant la propriété du vendeur, du côté nord-ouest par la rue St-Pierre, et du côté sud-est par une autre partie du lot N° 110 vendue à G. Guillemette. Avec maison en bois unique construite sur ledit terrain, ainsi que les lustres et électroliers. Tel que le tout se trouve actuellement, et sans aucune exception.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du Précieux-Sang, en la municipalité du village de La Providence, dans le comté de St-Hyacinthe, le MERCREDI, VINGTIÈME jour de JUILLET 1955, à DIX heures et TRENTE a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET,
Palais de Justice,

St-Hyacinthe, le 14 juin 1955.
40138-24-2-o

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Temiscamingue

Cour Supérieure, { LA CAISSE POPULAIRE
N° 786 { DE LAVERLOCHÈRE,
corps politique légalement constitué en vertu de la loi des syndicats coopératifs du Québec, ayant son siège social à Laverlochère, dans le district de Temiscamingue demanderesse; vs CHS. ÉMILE BRUCHÉSI, curateur public de la province de Québec, ayant son bureau d'affaires dans la cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la personne d'Alfred Beaulé, autrefois garagiste de Belleterre, dit district de Temiscamingue, et maintenant interné à l'hôpital St-Michel Archange, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels, comme étant le lot numéro 294, de la subdivision du bloc N° 28 du canton Guillet, dans le district de Temiscamingue, avec la construction servant de garage, dessus construite, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-André de Belleterre, le DIX-

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of St-Hyacinthe

Superior Court, { DAME DÉLIA GAGNÉ,
No. 8985 { unremarried widow of
EUSÈBE DARVEAU, domiciled in the city and district of Saint-Hyacinthe; plaintiff; vs SIMONNE FORTIN, domiciled at 5018, Blvd. St-Laurent, in the city and district of Montreal, unremarried widow of the late Théodule Corbeil, acting in the name of and as tutor of ANDRÉ CORBEIL, minor child, issue of the marriage of the late THÉODULE CORBEIL and of dame SIMONNE FORTIN, also domiciled at 5018 St-Laurence Blvd., in the city and district of Montreal, defendant ès qualité;

Seized as belonging to the said defendant ès qualité: An immoveable situate in the village of La Providence, at the angle of the streets St-Michel and St-Pierre, comprising: a parcel of land forming part of lots one hundred and eleven and one hundred and ten (Pts. 111-110) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, measuring thirty-seven feet in width in front along St-Michel Street, by sixty-five feet in depth, the whole more or less; limited: in front, by St-Michel Street; in depth by other parts of the said lots remaining the property of the vendor; on the northwest side by St-Pierre Street, and on the southeast side by another part of lot No. 110 sold to G. Guillemette. With house in wood only, built on the said land as well as chandeliers and electroliers. As the whole is to be found presently and without any exception.

To be sold at the church door of the parish of "Précieux-Sang" in the municipality of the village of La Providence, in the county of St-Hyacinthe, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of JULY, 1955, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office,
Court House,
Sheriff.

St-Hyacinthe, June 14th, 1955.
40138-24-2

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Temiscamingue

Superior Court, { LA CAISSE POPULAIRE
No. 786 { DE LAVERLOCHÈRE,
a body politic, legally incorporated under the Cooperative Syndicates' Act of Quebec, having its head office at Laverlochère, in the district of Temiscamingue, plaintiff, vs CHS. ÉMILE BRUCHÉSI, public Curator of the Province of Québec, having his business office in the City of Montreal, in his quality of Curator in the person of Alfred Beaulé, heretofore garage keeper of Belleterre, said district of Temiscamingue and presently interned at the St-Michel Archange Hospital, defendant.

Lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference as being lot number 294, of the subdivision of block No. 28 of the township of Guillet, in the district of Temiscamingue, with the building being used as a garage, thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes by which it may be affected.

To be sold at the parochial church door of St-André de Belleterre on WEDNESDAY, the

SEPTIÈME jour du mois d'AOÛT 1955 à ONZE heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie, le 28 juin 1955. 40278-28-2-o
[Première insertion: 16 juillet 1955].

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { DAME MARIE LOUISE
N° 22,521 { LAURIN, veuve de Jo-
seph Cardinal en son vivant
de St-Benoit, domiciliée en les cité et district
de Montréal, demanderesse, vs JOSEPH DES-
JARDINS, cultivateur de St-Benoit, district
de Terrebonne, défendeur.

Les lots portant les numéros 349 et 352 du cadastre de la paroisse de St-Benoit dans le district de Terrebonne. Le lot portant le numéro 225 du cadastre de la paroisse de St-Placide et le lot étant partie du numéro 138 du cadastre de la paroisse de St-Placide.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de St-Benoit, le DIX-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1955 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif de Terrebonne,
Bureau du Shérif, ALB. FOURNELLE.
St-Jérôme, le 6 juillet 1955. 40266-28-2-o

Député élu

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

Je donne avis par les présentes que monsieur Pierre-Jacques-François Bousquet, avocat, Saint-Hyacinthe, a été élu député du collège électoral de Saint-Hyacinthe, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de monsieur Joseph-Ernest-Irénée Chartier, décédé.

Québec, le 14 juillet 1955.
Le Président général des élections,
40252-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 28**

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:
Champagne vs Bureau..... 2134

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
727-D — Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal..... 2134
727-E — Industrie de la boîte de carton dans la Province de Québec..... 2135
727-F — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal.. 2136
728 — Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la Province de Québec... 2136

RÉCEPTION DES ANNONCES: 2115
AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2115
AVIS DIVERS:
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Dist. de l'actif).. 2143

SEVENTEENTH day of the month of AUGUST, 1955, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office,
Ville-Marie, June 28, 1955. 40278-28-2
[First insertion: July 16, 1955].

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { DAME MARIE LOUISE
No. 22,521 { LAURIN, widow of Jo-
seph Cardinal, in his life-
time of St-Benoit, domiciled in the city and district of Montreal, plaintiff, vs JOSEPH DES-
JARDINS, farmer of St-Benoit, district of Terrebonne, defendant.

Lots bearing numbers 349 and 352 of the cadastre of the parish of St-Benoit in the district of Terrebonne. Lot bearing number 225 of the cadastre of the parish of St-Placide and lot being part of number 138 of the cadastre of the parish of St-Placide.

To be sold at the Catholic church door of St-Benoit on the SEVENTEENTH day of AUGUST, 1955, at TWO o'clock in the afternoon.

ALB. FOURNELLE,
Sheriff for Terrebonne.
St-Jérôme, July 6th, 1955. 40266-28-2

Member Elected

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-OFFICER

Notice is hereby given that Mr. Pierre Jacques François Bousquet, advocate, St. Hyacinthe, has been returned to represent the electoral division of St. Hyacinthe, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of Mr. Joseph Ernest Irénée Chartier, deceased.

Québec, July 14th, 1955.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
40252-o Chief Returning-Officer.

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 28**

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD
Champagne vs Bureau..... 2134

ORDERS IN COUNCIL:
727-D — Building Trades and Joint Committee of Montreal..... 2134
727-E — Paper Box industry in the Province of Quebec..... 2135
727-F — Construction industry and trades in the region of Montreal..... 2136
728 — Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.. 2135

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES: 2115
NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2115
MISCELLANEOUS NOTICES:
Dominion Silk Dyeing & Finishing Company, Limited (Dist. of the assets)..... 2143

Drainage Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Drainage Inc. (Directeurs).....	2144	Drainage Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Drainage Inc. (Directors).....	2144
Hays Securities Corporation Limited (Dist. de l'actif).....	2144	Hays Securities Corporation Limited (Dist. of the assets).....	2144
J. B. Laliberté Limitée (Directeurs)....	2142	J. B. Laliberté Limitée (Directors)....	2142
La Caisse Populaire de La Fête à la Baleine (Fondation).....	2143	La Caisse Populaire de la Fête à la Baleine (Foundation).....	2143
Méthot & Gagné, Ltée (Directeurs)....	2143	Méthot & Gagné, Ltée (Directors)....	2143
Standard Motors (Quebec) Limited (Règlement).....	2144	Standard Motors (Quebec) Limited (By-Law).....	2144
Ste-Anne-de-Portneuf, munic. de (Changement de nom).....	2143	Ste-Anne-de-Portneuf, munic. of (Change of name).....	2143
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2144	Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.	2144
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
American Laundry Limited.....	2145	American Laundry Limited.....	2145
Greenhill Apts. Inc.....	2145	Greenhill Apts. Inc.....	2145
Mill-Knit Ltd.....	2145	Mill-Knit Ltd.....	2145
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
American-Marietta Company.....	2145	American-Marietta Company.....	2145
CURATELLE PUBLIQUE:		PUBLIC CURATORSHIP:	
Succession Robert Plamondon.....	2146	Estate of Robert Plamondon.....	2146
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
Concernant les examens des aspirants inspecteurs d'écoles.....	2146	Concerning the examinations for school inspection candidates.....	2146
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Charlesbourg, paroisse de.....	2146	Charlesbourg, parish of.....	2146
St-Roch Nord, paroisse de.....	2146	St-Roch Nord, parish of.....	2146
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industries ou métiers de:</i>		<i>Industry of Trades of:</i>	
Boîte de carton dans la région de Québec (Modification).....	2150	Paper Box industry in the region of Québec (Amendment).....	2150
Commerce de Mégantic (Prélèvement)....	2147	Commerce de Mégantic (Levy)....	2147
Confection pour dames dans la province de Québec (Prélèvement).....	2148	Ladies' cloak and suit in the Province of Québec (Levy).....	2148
Confection pour dames dans la province de Québec (Règlements).....	2150	Ladies' cloak and suit in the Province of Québec (By-Laws).....	2150
DÉPUTÉ ÉLU:		MEMBER ELECTED:	
Bousquet, Pierre-Jacques-François....	2167	Bousquet, Pierre-Jacques-François....	2167
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Allaire Drilling Incorporated.....	2116	Allaire Drilling Incorporated.....	2116
Association Canadienne des Jardinières d'Enfants.....	2117	Association Canadienne des Jardinières d'Enfants.....	2117
Associés du Vieux Quai.....	2117	Associés du Vieux Quai.....	2117
Boudreau & Ross Ltée.....	2117	Boudreau & Ross Ltée.....	2117
C.-D. Racine Ltd., Ltée.....	2118	C.-D. Racine Ltd., Ltée.....	2118
Champlain Slippers Inc.....	2118	Champlain Slippers Inc.....	2118
C.-H. Desautels Ltée.....	2118	C.-H. Desautels Ltée.....	2118
Clément & Frère Ltée.....	2119	Clément & Frère Ltée.....	2119
Contre-Plaqués Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Plywoods Inc.....	2119	Contre-Plaqués Ste-Marie Inc.—Ste-Marie Plywoods Inc.....	2119
Coulombe & Fils Inc.....	2119	Coulombe & Fils Inc.....	2119
Damar Products of Canada Ltd.....	2120	Damar Products of Canada Ltd.....	2120
Drainage Ste-Marie Inc.—Ste-Marie		Drainage Ste-Marie Inc.—Ste-Marie	

Drainage Inc.	2120	Drainage Inc.	2120
Eastlin Corporation.	2120	Eastlin Corporation.	2120
Édifice Lafleur Ltée.	2121	Édifice Lafleur Ltée.	2121
Fenêtre Kaufmann, Window Inc.	2121	Fenêtre Kaufmann, Window Inc.	2121
General Tile & Terrazzo Company.	2121	General Tile & Terrazzo Company.	2121
Hôtel Dorchester Inc.	2222	Hôtel Dorchester Inc.	2222
Hôtel National (Rouyn) Ltée.	2122	Hôtel National (Rouyn) Ltée.	2122
Isolation de Québec Limitée.	2122	Isolation de Québec Limitée.	2122
J.-A. Houle Ltée.	2123	J.-A. Houle Ltée.	2123
Jean-Talon Automobile Limitée.	2123	Jean-Talon Automobile Limitée.	2123
La Chambre de Commerce de Terrebonne.	2123	La Chambre de Commerce de Terrebonne.	2123
La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc.	2124	La Chambre de Commerce du Cap de la Madeleine Inc.	2124
Lafrenière Inc.	2124	Lafrenière Inc.	2124
La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.	2125	La Mode Hat Mfg. Co. Ltd.	2125
Laphkas Bowling Academy Ltd.	2125	Laphkas Bowling Academy Ltd.	2125
Lasalle Heights Inc.	2125	Lasalle Heights Inc.	2125
Le Club Boréal Saguenay, Inc.	2125	Le Club Boréal Saguenay, Inc.	2125
Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée.	2126	Les Entreprises du Parc Ste-Foy, Ltée.	2126
Les Immeubles Bertri Inc.	2126	Les Immeubles Bertri Inc.	2126
Madison Mining Corporation.	2126	Madison Mining Corporation.	2126
Maison Fred Inc.	2127	Maison Fred Inc.	2127
Maison Irene Shops Ltd.	2127	Maison Irene Shops Ltd.	2127
Maplewood Inn, Ltd.	2128	Maplewood Inn, Ltd.	2128
Millwork & Lumber Company Limited.	2128	Millwork & Lumber Company Limited.	2128
Morier Construction Ltée, Ltd.	2128	Morier Construction Ltée, Ltd.	2128
Nova Agencies Limited.	2128	Nova Agencies Limited.	2128
Novelty & Party Goods Company Ltd.	2129	Novelty & Party Goods Company Ltd.	2129
Omer Laurin & Fils Ltée.	2129	Omer Laurin & Fils Ltée.	2129
Payette & Payette Incorporée.	2129	Payette & Payette Incorporée.	2129
Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.	2130	Piccolo & Malnis Construction Co. Ltd.	2130
Polytechnos Inc.	2130	Polytechnos Inc.	2130
Quebec Wood Industries Ltd.	2130	Quebec Wood Industries Ltd.	2130
Recollet Development Inc.	2131	Recollet Development Inc.	2131
Service Central des Achats Inc.	2131	Service Central des Achats Inc.	2131
Service Social de Portneuf.	2132	Service Social de Portneuf.	2132
Shacter Woollens Inc.	2132	Shacter Woollens Inc.	2132
Simi Electric Compagnie Limitée — Simi Electric Company Limited.	2132	Simi Electric Compagnie Limitée — Simi Electric Company Limited.	2132
Studios de Danse de Québec Ltée — Quebec Dance Studios Ltd.	2133	Studios de Danse de Québec Ltée — Quebec Dance Studios Ltd.	2133
Trend Agencies Limited.	2133	Trend Agencies Limited.	2133
Vélodrome Métropolitain, Inc.	2133	Vélodrome Métropolitain, Inc.	2133
Versailles Investments Inc.	2134	Versailles Investments Inc.	2134

NOMINATIONS:

Diverses. 2152

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires. 2152

SIÈGES SOCIAUX:

Pierre Raby Inc. 2153
Standard Motors (Quebec) Limited. 2153

SOUSSIONS:

Black Lake, ville de. 2153
LaSalle, commissaires d'écoles de la ville de. 2156
Masson, village de. 2155
St-Germain-de-Rimouski, commissaires d'écoles de la ville de. 2157

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Meunerie St-Marc Enr. 2158

VENTES POUR TAXES:

Montréal-Nord, ville de. 2159
Pointe-aux-Trembles, ville de. 2160

APPOINTMENTS:

Miscellaneous. 2152

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business. 2152

HEAD OFFICES:

Pierre Raby Inc. 2153
Standard Motors (Quebec) Limited. 2153

TENDERS:

Black Lake, town of. 2153
LaSalle, School Commissioners of the town of. 2156
Masson, village of. 2155
St-Germain-de-Rimouski, School Commissioners of the town of. 2157

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Meunerie St-Marc Enr. 2158

SALES FOR TAXES:

Montreal-North, town of. 2159
Pointe-aux-Trembles, town of. 2160

St-Michel, cité de.....	2160	St-Michel, city of.....	2160
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFF'S SALES:	
BEDFORD:		BEDFORD:	
Beauregard vs Jacques.....	2161	Beauregard vs Jacques.....	2161
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.	2161	Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.	2161
La Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.....	2162	La Caisse Populaire de Bagotville vs Jean.....	2162
HULL:		HULL:	
Ethier vs Dénommé.....	2163	Ethier vs Dénommé.....	2163
J. G. Bisson Construction & Engineering Co. Ltd. vs Galipeau.....	2163	J. G. Bisson Construction & Engineering Co. Ltd. vs Galipeau.....	2163
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Belley vs Bonneau.....	2164	Belley vs Bonneau.....	2164
Janelle vs Dextraze.....	2163	Janelle vs Dextraze.....	2163
QUÉBEC:		QUEBEC:	
J. L. Thériault & Fils Ltée vs Bédard...	2165	J. L. Thériault & Fils Ltée vs Bédard...	2165
Sternlieb <i>et al</i> vs Lecours.....	2165	Sternlieb <i>et al</i> vs Lecours.....	2165
Ville de Charlesbourg vs Paradis.....	2164	Town of Charlesbourg vs Paradis.....	2164
SAINT HYACINTHE:		SAINT-HYACINTHE:	
Gagné vs Fortin.....	2166	Gagné vs Fortin.....	2166
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
La Caisse Populaire de Laverlochère vs Bruchési.....	2166	La Caisse Populaire de Laverlochère vs Bruchési.....	2166
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Laurin vs Desjardins.....	2167	Laurin vs Desjardins.....	2167